



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES NORMES IFRS

AU 31 DECEMBRE 2015

Leading personalized spine | medicrea.com

SOM MAI RE

ACTIVITE	2
FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	2
MARCHE ET ENVIRONNEMENT	2
RESULTAT ET PERFORMANCE	3
PRODUITS	3
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	4
ORGANISATION	4
FINANCEMENT	4
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2015	6
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	6
ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	6
BILAN CONSOLIDE	7
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	8
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	9
NOTES EXPLICATIVES	10 à 53

1. ACTIVITE

Le Groupe MEDICREA est spécialisé dans la conception, la fabrication et la commercialisation de technologies propriétaires innovantes destinées exclusivement à la chirurgie de la colonne vertébrale. Il dispose d'une gamme étendue d'implants du rachis conçue pour traiter toutes les pathologies de la colonne, des cervicales aux vertèbres lombaires, composée principalement des produits suivants :

- des tiges d'ostéosynthèse UNiD® produites sur-mesure pour chaque patient, offre particulièrement innovante et unique à ce jour sur le marché ;
- d'un système de stabilisation et de fixation thoraco-lombaire, PASSLP®, complété par des innovations lancées récemment : PASSMIS®, LIGAPASS® et PASSOCT® ;
- des cages intersomatiques ;
- des agrafes compressives JAWS®, pour la fixation cervicale et lombaire ;
- d'une prothèse de disque cervical, GRANVIA®C, ainsi qu'une version lombaire en phase de développement.

Le Groupe distribue ses produits dans plus de 25 pays au travers d'un réseau de distribution externe constitué de sociétés et d'agents de distribution indépendants exclusifs. Dans le cadre d'une stratégie globale dont le but est de maîtriser les processus de distribution, renforcer l'impact des messages techniques et marketing véhiculés et capter une part toujours plus importante de la marge brute, le Groupe s'appuie sur quatre filiales de commercialisation pour les marchés prioritaires que sont les Etats-Unis (avec MEDICREA USA à New York), la France (avec MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE à Neyron), le Royaume-Uni (avec MEDICREA TECHNOLOGIES UK à Cambridge) et depuis 2015 l'Allemagne (avec MEDICREA GMBH à Köln).

MEDICREA INTERNATIONAL, société mère, et MEDICREA TECHNOLOGIES, filiale de production basée à La Rochelle, complètent la structure du Groupe.

2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits marquants de l'exercice 2015 sont les suivants :

2.1 Marché et environnement

L'année 2015 s'est caractérisée par :

- 1/ Une pression continue sur les prix de la part des hôpitaux, sur les conditions de remboursement de la part des organismes de sécurité sociale et mutuelles et sur les conditions d'accès au marché des dispositifs médicaux de la part des autorités de santé. Une nouvelle baisse de prix de 3% a été appliquée en France au 1^{er} octobre 2015.
- 2/ De nombreuses opérations avec l'introduction en bourse des sociétés Safe Orthopaedics et SeaSpine (branche colonne vertébrale d'INTEGRA LIFE SCIENCES), les augmentations de capital des sociétés K2M, LDR et Implanet, les projets d'expansion des sociétés Nuvasive (nouvelle

usine de production et rachat d'Ellipse Technologies) et Globus (acquisition de Branch Medical Group, fabricant d'instruments).

2.2 Résultat et performance

En 2015, le chiffre d'affaires affiche une progression de +15 % par rapport à l'année précédente. Le Groupe confirme qu'il est désormais un acteur de premier plan en France avec une croissance des ventes de +23 % sur ce territoire par rapport à 2014, grâce notamment à l'intérêt que portent les chirurgiens aux innovations UNiD® et à la plateforme d'implants sur mesure associée. Les investissements commerciaux réalisés en 2014 se sont traduits en 2015 par l'ouverture de nouveaux marchés à l'export, principalement en Europe de l'Est et en Amérique du Sud. Le chiffre d'affaires généré par les Etats-Unis, marché principal et prioritaire, représente 60 % des ventes totales.

La marge brute progresse de 2,2 millions par rapport à 2014. Les investissements dans de nouveaux équipements industriels et le déploiement de la plateforme UNiD™, non encore compensés par de nouveaux gains de productivité et l'augmentation attendue des volumes de ventes, expliquent une baisse temporaire du taux de marge brute (79 % en 2015, versus 81 % en 2014), qui reste cependant l'un des meilleurs du secteur.

La phase offensive de développement initiée en 2014 s'est poursuivie en 2015. MEDICREA a ainsi mobilisé la marge additionnelle dégagée pour renforcer ses équipes dans les différentes filiales et moderniser son outil de production. Dans ce contexte d'investissements élevés, le Groupe présente pour la 6ème année consécutive un résultat d'exploitation avant amortissements et provisions (EBITDA) largement positif.

2.3 Produits

Le Groupe est devenu pionnier et leader mondial dans la fabrication d'implants sur-mesure pour la chirurgie personnalisée de la colonne vertébrale, avec la mise au point d'un process complet intégrant l'analyse logicielle de chaque patient, la planification préparatoire de la stratégie chirurgicale et la réalisation de tiges d'ostéosynthèse du rachis sur-mesure (tige UNiD®), et de cages d'ostéosynthèse intersomatiques lombaires (cage UNiD® ALIF) produites sur-mesure par une imprimante 3D.

En 2015, MEDICREA a concentré ses efforts sur le développement et la promotion de cette solution innovante. Depuis le démarrage de la commercialisation des tiges sur-mesure UNiD® et l'homologation FDA obtenue fin 2014, près de 500 chirurgies ont été réalisées en Europe et aux Etats-Unis. A fin décembre 2015, 70 chirurgiens ont eu recours aux services UNiD® parmi lesquels 20 étaient des utilisateurs réguliers.

Le Groupe a également continué à développer sa gamme d'implants standards :

- En avril 2015, le système LigaPASS® 2.0, technologie d'ancrage par lien sous-lamaire destinée à la fixation postérieure thoraco-lombaire rachidienne, a été lancé aux Etats-Unis.

Cette nouvelle génération inclut de nombreuses améliorations et étend les indications d'utilisation aux jeunes patients (âgés de plus de 10 ans atteints de scolioses idiopathiques et neuromusculaires) en plus des patients adultes.

- Le PASS MIS®, conçu pour les chirurgies de type mini-invasif, a été définitivement lancé sur le marché français et le PASS Degen®, spécialement développé pour les pathologies dégénératives, commercialisé aux Etats-Unis.

2.4 Recherche et développement

Le Groupe travaille activement à l'élargissement de sa gamme d'implants avec le développement d'une vis de type « tulipe » très innovante et qui lui permettra d'adresser le marché très important des indications dégénératives de la colonne vertébrale, ainsi qu'à la mise au point des procédés de fabrication des cages intervertébrales et des implants de corporectomie fabriqués par impression 3D titane. Le Groupe est convaincu que la chirurgie sur mesure assistée par ordinateur est la réponse la plus appropriée aux pathologies de la colonne vertébrale, ce qui se confirme par l'intérêt croissant des chirurgiens mais également des patients pour ses solutions.

2.5 Organisation

Le Groupe a continué à renforcer ses équipes en 2015 en embauchant 12 personnes, principalement au sein des départements Recherche et Développement et Marketing. L'arrivée de Greg Rhinehart en tant que Vice-Président des ventes aux Etats-Unis marque une étape très importante dans le développement de la filiale américaine.

Un centre de fabrication additive par impression 3D titane et une cellule complète de prototypage ont été intégrés à l'outil de production. Une nouvelle filiale de distribution a par ailleurs été ouverte en Allemagne, premier marché de la colonne vertébrale en Europe.

Le Groupe a lancé la construction d'un nouveau site à Rillieux La Pape - Vancia (69), qu'il occupera en tant que locataire à compter du 4^{ème} trimestre 2016, et qui regroupera l'actuel siège social et l'usine de production de La Rochelle dont la fermeture interviendra à l'occasion de ce transfert. Les salariés du site de La Rochelle ont été informés de cette décision et un plan d'accompagnement leur sera proposé pour faciliter leur mutation en région lyonnaise.

Enfin la mise en place d'un nouvel ERP a été réalisée avec succès au 1er juillet 2015 et permet au Groupe une meilleure gestion des flux, et le pilotage de ses activités sur un environnement commun à l'ensemble de ses filiales.

2.6 Financement

Une augmentation de capital par placement privé d'un montant de 3,5 millions d'euros a été réalisée en juin 2015. Cette émission a pour objectif de renforcer les moyens commerciaux, lancer la nouvelle filiale de commercialisation en Allemagne et rééquilibrer le ratio « dettes sur fonds propres ».

Des emprunts à moyen terme ont été mis en place en 2015 pour un montant de 4 millions d'euros ainsi qu'un emprunt obligataire de 2 millions d'euros. Ils visent à financer le besoin en fonds de roulement et un parc machines de dernière génération comprenant un centre de prototypage installé fin 2014 sur Neyron.

Des équipements industriels ont été également acquis par voie de location-financement, notamment un centre d'usinage, pour 0,8 million d'euros.

3. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2015

3.1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En Euros	Notes	Total IFRS 31.12.2015	Total IFRS 31.12.2014
Chiffre d'affaires	4.1	27 757 300	24 204 255
Coût des ventes	4.2	(5 954 091)	(4 562 692)
Marge brute		21 803 209	19 641 563
Frais de recherche et développement		(983 892)	(1 379 692)
Frais de commercialisation		(13 217 792)	(10 807 749)
Commissions sur ventes		(3 109 005)	(2 591 696)
Frais administratifs		(5 955 974)	(4 993 452)
Autres produits et charges opérationnels	4.5	(85 155)	(71 970)
Résultat opérationnel avant paiements en actions		(1 548 609)	(202 996)
Charges de personnel liées aux paiements en actions		(45 218)	(79 422)
Résultat opérationnel après paiements en actions		(1 593 827)	(282 418)
Coût de l'endettement financier net	10.4	(328 738)	(188 182)
Autres (charges) / produits financiers	10.4	99 408	(229 576)
(Charges) / produits d'impôts	12.1	307 851	(349 713)
Résultat net consolidé		(1 515 306)	(1 049 889)
Résultat Groupe		(1 515 306)	(1 022 923)
Résultat hors Groupe		-	(26 966)

Résultat net par action	14.2	(0,17)	(0,12)
Résultat net dilué par action	14.2	(0,17)	(0,12)

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

3.2 ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En Euros	Total IFRS 31.12.2015	Total IFRS 31.12.2014
Résultat Groupe	(1 515 306)	(1 022 923)
Ecart de conversion	711 254	682 657
Résultat global total part du Groupe	(804 052)	(340 266)
Résultat hors Groupe	-	(26 966)
Résultat global total	(804 052)	(367 232)

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

3.3 BILAN CONSOLIDE

En Euros	Notes	Total IFRS 31.12.2015	Total IFRS 31.12.2014
Ecarts d'acquisition	6.1	2 637 014	2 633 541
Immobilisations incorporelles	6.5	4 901 518	3 970 394
Immobilisations corporelles	6.5	7 012 731	5 481 290
Immobilisations financières	6.5	686 901	418 701
Impôts différés	12.2	1 021 671	602 597
Total actifs non courants		16 259 835	13 106 523
Stocks et en-cours	7	7 018 645	6 331 266
Clients et comptes rattachés	8	4 709 894	4 381 333
Autres actifs courants	8	2 902 154	2 302 642
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10.1.3	2 168 215	1 181 506
Total actifs courants		16 798 908	14 196 747
Total actif		33 058 743	27 303 270

En Euros	Notes	Total IFRS 31.12.2015	Total IFRS 31.12.2014
Capital	14	1 438 030	1 357 025
Primes d'émission, de fusion, d'apport	14	37 635 654	34 353 357
Réserves consolidées	14	(22 320 502)	(22 065 987)
Résultat Groupe de l'exercice	14	(1 515 306)	(1 022 923)
Total capitaux propres		15 237 876	12 621 472
Avances conditionnées	10.1.2	403 750	455 000
Provisions non courantes	9	460 933	336 485
Impôts différés	12.2	324 098	715 371
Dettes financières long terme	10.1.1	7 156 452	3 921 022
Total passifs non courants		8 345 233	5 427 878
Provisions courantes	9	30 888	11 126
Dettes financières court terme	10.1.1	3 270 073	3 048 845
Autres passifs financiers courants		10 575	25 102
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11	4 055 971	4 180 347
Autres passifs courants	11	2 108 127	1 988 500
Total passifs courants		9 475 634	9 253 920
Total passif		33 058 743	27 303 270

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

3.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En Euros	Total IFRS 31.12.2015	Total IFRS 31.12.2014
Résultat net consolidé	(1 515 306)	(1 049 889)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3 135 346	2 504 610
Provisions pour dépréciation	543 446	(200 547)
Résultat des cessions d'actifs immobilisés	424 087	449 654
Charges de personnel liées aux actions	45 218	79 422
Variation d'impôts différés	(810 347)	127 733
Impôts sur le résultat	(976 587)	(537 689)
Coût de l'endettement financier net	328 738	188 182
Capacité d'autofinancement	1 174 595	1 561 476
Variation des stocks et en cours	(1 028 268)	(1 004 250)
Variation des créances clients	(386 908)	(1 006 618)
Variation des dettes fournisseurs et sur immobilisations	(124 376)	1 904 101
Variation des autres créances et autres dettes	506 289	332 074
Trésorerie provenant du BFR	(1 033 263)	225 307
Impôts versés / remboursements d'impôts	(9 587)	(250 535)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	131 745	1 536 248
Acquisitions d'immobilisations	(5 896 896)	(5 061 716)
Cessions d'immobilisations	-	120
Incidences des variations de périmètre	-	(46 106)
Subventions reçues / (reversées)	(51 250)	(118 612)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(5 948 146)	(5 226 314)
Augmentation de capital	3 590 607	154 474
Emission d'emprunts	6 801 271	4 053 041
Remboursement d'emprunts	(3 178 129)	(1 357 625)
Intérêts versés	(299 674)	(152 178)
Autres variations	(38 645)	84 403
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	6 875 430	2 782 115
Ecart de conversion relatif aux liquidités	(16 467)	(58 642)
Autres variations	115 577	98 547
Variation de trésorerie	1 158 139	(868 046)
Trésorerie à l'ouverture	633 376	1 501 422
Trésorerie à la clôture	1 791 515	633 376
Trésorerie active à l'ouverture	1 181 506	1 839 129
Trésorerie active à la clôture	2 168 215	1 181 506
Variation de trésorerie active	986 709	(657 623)
Trésorerie passive à l'ouverture	(548 130)	(337 707)
Trésorerie passive à la clôture	(376 700)	(548 130)
Variation de trésorerie passive	171 430	(210 423)
Variation de trésorerie	1 158 139	(868 046)

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

3.5 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En Euros	Nombre d'actions	Capital social	Réserves	Capitaux propres part du Groupe	Part des Minoritaires	Capitaux Propres Consolidés
CAPITAUX PROPRES – 31.12.2013	8 469 505	1 355 121	11 725 617	13 080 738	(140 607)	12 940 131
Augmentation de capital	11 900	1 904	49 403	51 307	-	51 307
Résultat global de l'exercice 2014	-	-	(340 266)	(340 266)	(26 966)	(367 232)
Stocks options et actions gratuites	-	-	79 422	79 422	-	79 422
Autres variations	-	-	(249 729)	(249 729)	167 573	(82 156)
CAPITAUX PROPRES – 31.12.2014	8 481 405	1 357 025	11 264 447	12 621 472	-	12 621 472
Augmentation de capital	506 281	81 005	3 315 897	3 396 902	-	3 396 902
Résultat global de l'exercice 2015	-	-	(804 052)	(804 052)	-	(804 052)
Stocks options et actions gratuites	-	-	45 218	45 218	-	45 218
Autres variations	-	-	(21 664)	(21 664)	-	(21 664)
CAPITAUX PROPRES – 31.12.2015	8 987 686	1 438 030	13 799 846	15 237 876	-	15 237 876

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

3.5.1 NOTES EXPLICATIVES

Les notes sur les états financiers font partie intégrante des comptes établis aux normes IFRS.

MEDICREA est cotée sur le marché Alternext d'Euronext, code ISIN FR004178572, Mnémonique ALMED.

Les comptes consolidés relatifs à l'exercice 2015 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 4 avril 2016.

Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 7 juin 2016.

NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Référentiel appliqué

Les états financiers du Groupe MEDICREA au 31 décembre 2015 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS en vigueur au sein de l'Union Européenne, en application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 et disponibles sur le site ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces normes comprennent :

- les IAS (International Accounting Standards) ;
- les IFRS (International Financial Reporting Standards) ;
- les interprétations SIC (Standard Interpretation Committee) ;
- les interprétations IFRIC (International Financial Interpretation Committee).

Les comptes annuels sont établis selon le respect du principe de continuité d'exploitation qui s'apprécie au regard de la capacité du Groupe au cours des 12 prochains mois à faire face aux besoins de trésorerie liés à son exploitation, à ses investissements et aux remboursements de ses dettes financières à court terme en générant une capacité d'autofinancement positive.

1.2 Normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire en 2015

Les nouvelles normes, amendements et interprétations, qui sont d'application obligatoire à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2015 n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe. En particulier, l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 «Droits ou taxes», qui précise les critères de comptabilisation d'un passif lié au paiement des taxes, autres que l'impôt sur le résultat, n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et la situation financière consolidée de l'exercice 2015.

1.3 Normes, amendements et interprétations dont l'application sera obligatoire après 2015

L'amendement d'IAS 19 relatif à la comptabilisation des contributions des employés aux régimes post-emploi sera applicable en 2016. Sa traduction dans les comptes consolidés n'aura pas d'incidence significative.

Les effets de l'application de la norme IFRS 15 sur la comptabilisation du chiffre d'affaires, applicable à partir du 1^{er} janvier 2018 sont en cours d'analyse. Ceux-ci devraient être peu significatifs étant donnée la nature des activités du Groupe.

1.4 Autres évolutions normatives

Le Groupe n'applique pas les normes IFRS n'ayant pas encore été approuvées par l'Union européenne à la date de clôture de l'exercice.

Le Groupe étudie actuellement l'évolution du projet de norme IAS 16 relatif à la comptabilisation des contrats de location.

NOTE 2 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.1 Méthode de consolidation

La consolidation est réalisée à partir des comptes statutaires des différentes entités juridiques composant le Groupe arrêtés au 31 décembre 2015.

Les filiales dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement le contrôle sont consolidées par intégration globale. Le contrôle d'une société existe lorsque le Groupe :

- détient le pouvoir sur la société ;
- est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec la société ;
- a la capacité d'exercer son pouvoir sur la société de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au Groupe (plus-values sur cessions d'actifs, marges en stocks, amortissements et dépréciations d'actifs fabriqués et détenus par le Groupe).

2.2 Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés :

- MEDICREA INTERNATIONAL (société mère du Groupe) ;
- MEDICREA TECHNOLOGIES ;
- MEDICREA TECHNOLOGIES UK ;

- MEDICREA USA ;
- MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE ;
- MEDICREA GMBH (société créée en 2015).

Les pourcentages de contrôle et d'intérêts au 31 décembre 2015 sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

	Siège social	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts
MEDICREA TECHNOLOGIES	 La Rochelle, FR	100 %	100 %
MEDICREA TECHNOLOGIES UK	 Swaffam Bulbeck, GB	100 %	100 %
MEDICREA USA	 New-York, USA	100 %	100 %
MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE	 Neyron, FR	100 %	100 %
MEDICREA GMBH	 Köln, GER	100 %	100 %

La société MEDICREA GMBH, société de droit Allemand a été créée fin avril 2015 et son capital social de 100 000 euros a été versé en juillet 2015.

2.3 Méthode de conversion

2.3.1 Conversion des états financiers libellés en devises étrangères

La devise d'établissement des comptes consolidés du Groupe est l'euro.

Les états financiers de chacune des sociétés consolidées sont préparés en monnaie fonctionnelle, c'est-à-dire dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel chaque filiale opère et qui correspond, en général, à la monnaie locale.

Les états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euros comme indiqué ci-après :

- aux cours de clôture pour les postes du bilan ;
- aux cours moyens de la période pour les éléments du compte de résultat ;
- aux cours moyens de la période pour les éléments du tableau des flux de trésorerie.

Les différences de change résultant de l'application de ces cours sont inscrites dans les capitaux propres, en « écarts de conversion ».

Au 31 décembre 2015, la variation du montant des écarts de conversion inscrits dans les capitaux propres part du Groupe s'analyse par devise de la façon suivante :

En Euros	31.12.2015	31.12.2014
Dollar US	620 248	603 700
Livre Sterling	91 006	78 957
Total	711 254	682 657

2.3.2 Transactions en devises étrangères

Les transactions réalisées par une société dans une devise autre que sa monnaie fonctionnelle sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et passifs monétaires exprimés en devises sont convertis au cours de clôture. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Les différences de change résultant de la conversion des transactions en devises sont généralement incluses dans le compte de résultat en résultat financier.

Les pertes et gains de change résultant de la conversion et de l'élimination d'opérations ou créances et dettes intra-Groupe exprimées dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de la société concernée sont enregistrés au compte de résultat, à moins qu'ils ne proviennent d'opérations de financement intra-Groupe à long terme pouvant être considérées comme des opérations en capital ; ils sont dans ce cas inscrits dans les capitaux propres, en « écarts de conversion ».

2.4 Recours à des estimations de la direction

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des actifs incorporels, de la détermination du montant des provisions pour passifs courants et non courants ou des provisions pour dépréciation des stocks, de la valorisation des avantages donnant accès au capital de la société, stock-options et actions gratuites et le cas échéant, des actifs d'impôts différés.

Les changements très rapides des contextes économiques accroissent les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait au 31 décembre 2015, après prise en compte des évènements postérieurs à cette période, conformément à la norme IAS 10. Ces hypothèses, estimations ou appréciations établies sur la base d'informations ou situations existantes à la date d'établissement des comptes, pourraient se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Lorsque des évènements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable de certains actifs corporels ou incorporels est susceptible de ne pas être recouvrable, cette valeur est comparée à la valeur recouvrable estimée à partir de la valeur d'utilité en l'absence de juste valeur nette estimable de manière fiable. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de ces actifs, cette dernière est ramenée à la valeur recouvrable par comptabilisation d'une perte de valeur d'actif en charges d'exploitation.

La valeur d'utilité est calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation des actifs ou de leur cession éventuelle.

Au 31 décembre 2015, le Groupe n'a pas connaissance de changements d'estimation ayant un effet significatif sur la période.

NOTE 3 : INFORMATION SECTORIELLE

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information sectorielle présentée ci-après est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction Générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. La Direction Générale représente le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8.

Le Groupe MEDICREA réalise l'essentiel de son activité dans un seul secteur d'activité, celui des implants pour la colonne vertébrale. Par conséquent, le Groupe ne présente qu'un seul niveau d'information sectorielle qui est la zone géographique qui correspond par ailleurs à l'organisation fonctionnelle du Groupe via ses entités de commercialisation.

Les différentes zones géographiques sont les suivantes :

- France;
- Etats-Unis ;
- Royaume-Uni ;
- Allemagne ;
- Reste du monde.

3.1 Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique

Par zone géographique, le chiffre d'affaires se répartit comme suit :

	31.12.2015		31.12.2014		31.12.2013	
	En Euros	En %	En Euros	En %	En Euros	En %
France	4 699 723	17 %	3 862 765	16 %	3 279 445	14 %
Etats-Unis	16 341 872	59 %	13 995 488	58 %	12 306 533	54 %
Royaume-Uni	833 170	3 %	1 163 251	5 %	1 378 951	6 %
Reste du monde	5 882 535	21 %	5 182 751	21 %	5 891 293	26 %
<i>dont Europe</i>	<i>3 109 911</i>		<i>2 738 360</i>		<i>2 130 920</i>	
<i>dont Amérique du Sud</i>	<i>1 591 836</i>		<i>1 412 172</i>		<i>2 063 393</i>	
<i>dont Asie</i>	<i>840 304</i>		<i>892 179</i>		<i>1 192 950</i>	
<i>dont Océanie</i>	<i>81 372</i>		<i>97 877</i>		<i>193 126</i>	
<i>dont Moyen Orient et Afrique</i>	<i>259 112</i>		<i>42 163</i>		<i>310 904</i>	
Total	27 757 300	100 %	24 204 255	100 %	22 856 222	100 %

3.2 Compte de résultat sectoriel 2015

En Euros	France	Etats-Unis	Royaume Uni	Allemagne	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2015
Chiffre d'affaires	4 699 723	16 341 872	833 170	-	5 882 535	27 757 300
Coût des ventes	(1 366 474)	(1 682 966)	(109 092)	-	(2 795 559)	(5 954 091)
Marge brute	3 333 249	14 658 906	724 078	-	3 086 976	21 803 209
Frais de recherche et développement	(833 404)	(150 488)	-	-	-	(983 892)
Frais de commercialisation	(3 712 532)	(6 985 818)	(726 279)	(170 429)	(1 622 734)	(13 217 792)
Commissions sur ventes	(35 182)	(3 073 823)	-	-	-	(3 109 005)
Frais administratifs	(3 928 962)	(1 706 499)	(203 481)	(35 058)	(81 974)	(5 955 974)
Autres produits et charges opérationnels	(85 155)	-	-	-	-	(85 155)
Résultat opérationnel avant paiement en actions	(5 261 986)	2 742 278	(205 682)	(205 487)	1 382 268	(1 548 609)
Charges de personnel liées aux paiements en actions	-	(45 218)	-	-	-	(45 218)
Résultat opérationnel après paiement en actions	(5 261 986)	2 697 060	(205 682)	(205 487)	1 382 268	(1 593 827)
Coût de l'endettement financier net	(328 738)	-	-	-	-	(328 738)
Autres (charges) / produits financiers	91 508	7 497	403	-	-	99 408
(Charges) / produits d'impôts	207 057	496 681	(247 129)	-	(148 758)	307 851
Résultat net consolidé	(5 292 159)	3 201 238	(452 408)	(205 487)	1 233 510	(1 515 306)
Résultat Groupe	(5 292 159)	3 201 238	(452 408)	(205 487)	1 233 510	(1 515 306)

3.3 Compte de résultat sectoriel 2014

En Euros	France	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2014
Chiffre d'affaires	3 862 765	13 995 488	1 163 251	5 182 751	24 204 255
Coût des ventes	(918 722)	(1 061 114)	(163 468)	(2 419 388)	(4 562 692)
Marge brute	2 944 043	12 934 374	999 783	2 763 363	19 641 563
Frais de recherche et développement	(1 229 146)	(150 546)	-	-	(1 379 692)
Frais de commercialisation	(3 568 746)	(5 464 175)	(784 336)	(990 492)	(10 807 749)
Commissions sur ventes	68 684	(2 660 380)	-	-	(2 591 696)
Frais administratifs	(3 523 604)	(1 216 521)	(217 858)	(35 469)	(4 993 452)
Autres produits et charges opérationnels	(71 970)	-	-	-	(71 970)
Résultat opérationnel avant paiement en actions	(5 380 739)	3 442 752	(2 411)	1 737 402	(202 996)
Charges de personnel liées aux paiements en actions	(5 334)	(74 088)	-	-	(79 422)
Résultat opérationnel après paiement en actions	(5 386 073)	3 368 664	(2 411)	1 737 402	(282 418)
Coût de l'endettement financier net	(219 546)	23 452	6 913	999	(188 182)
Autres (charges) / produits financiers	186 943	21 026	(2 162)	(435 383)	(229 576)
(Charges) / produits d'impôts	(75 965)	(366 438)	1 526	91 164	(349 713)
Résultat net consolidé	(5 494 641)	3 046 704	3 866	1 394 182	(1 049 889)
Résultat Groupe	(5 467 675)	3 046 704	3 866	1 394 182	(1 022 923)
Résultat hors Groupe	(26 966)	-	-	-	(26 966)

Les dépenses des départements Recherche et Développement, Marketing, Distribution Export, Finance et Administration Générale engagées par le siège du Groupe sont toutes présentées sous le secteur « France », sans réallocation analytique sur les autres zones géographiques.

3.4 Bilan sectoriel 2015

En Euros	France	Etats-Unis	Royaume Uni	Allemagne	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2015
Ecart d'acquisition	2 637 014	-	-	-	-	2 637 014
Immobilisations incorporelles	4 630 813	270 705	-	-	-	4 901 518
Immobilisations corporelles	4 879 518	1 750 008	283 713	10 829	88 663	7 012 731
Immobilisations financières	317 340	349 491	-	20 070	-	686 901
Impôts différés	324 098	716 202	(18 629)	-	-	1 021 671
Total actifs non courants	12 788 783	3 086 406	265 084	30 899	88 663	16 259 835
Stocks et en-cours	1 177 184	5 396 274	445 187	-	-	7 018 645
Clients et comptes rattachés	1 438 202	2 328 732	119 026	-	823 934	4 709 894
Autres actifs courants	1 848 445	982 970	29 032	38 829	2 878	2 902 154
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 492 742	483 435	113 598	78 440	-	2 168 215
Total actifs courants	5 956 573	9 191 411	706 843	117 269	826 812	16 798 908
Total actif	18 745 356	12 277 817	971 927	148 1668	915 475	33 058 743

En Euros	France	Etats-Unis	Royaume Uni	Allemagne	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2015
Capital	1 438 030	-	-	-	-	1 438 030
Primes d'émission, de fusion, d'apport	37 635 654	-	-	-	-	37 635 654
Réserves consolidées	(31 044 617)	7 714 819	1 204 133	239 347	(434 184)	(22 320 502)
Résultat Groupe de l'exercice	(5 292 159)	3 201 238	(452 408)	(205 487)	1 233 510	(1 515 306)
Total capitaux propres	2 736 908	10 916 057	751 725	33 860	799 326	15 237 876
Avances conditionnées	403 750	-	-	-	-	403 750
Provisions non courantes	460 933	-	-	-	-	460 933
Impôts différés	324 098	-	-	-	-	324 098
Dettes financières long terme	7 156 452	-	-	-	-	7 156 452
Total passifs non courants	8 345 233	-	-	-	-	8 345 233
Provisions courantes	17 110	13 778	-	-	-	30 888
Dettes financières court terme	3 270 073	-	-	-	-	3 270 073
Autres passifs financiers courants	10 575	-	-	-	-	10 575
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 705 150	988 410	167 726	87 565	107 120	4 055 971
Autres passifs courants	1 660 307	359 572	52 476	26 743	9 029	2 108 127
Total passifs courants	7 663 215	1 361 760	220 202	114 308	116 149	9 475 634
Total passif	18 745 356	12 277 817	971 927	148 1668	915 475	33 058 743

3.5 Bilan sectoriel 2014

En Euros	France	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2014
Ecart d'acquisition	2 633 541	-	-	-	2 633 541
Immobilisations incorporelles	3 848 307	121 997	90	-	3 970 394
Immobilisations corporelles	3 460 921	1 569 863	213 910	236 596	5 481 290
Immobilisations financières	297 905	120 796	-	-	418 701
Impôts différés	648 966	(221 821)	175 452	-	602 597
Total actifs non courants	10 889 640	1 590 835	389 452	236 596	13 106 523
Stocks et en-cours	5 293 199	853 001	185 066	-	6 331 266
Clients et comptes rattachés	1 084 857	2 347 757	238 655	710 064	4 381 333
Autres actifs courants	2 091 166	182 163	29 313	-	2 302 642
Trésorerie et équivalents de trésorerie	950 029	42 451	189 026	-	1 181 506
Total actifs courants	9 419 251	3 425 372	642 060	710 064	14 196 747
Total actif	20 308 891	5 016 207	1 031 512	946 660	27 303 270

En Euros	France	Etats-Unis	Royaume Uni	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2014
Capital	1 357 025	-	-	-	1 357 025
Primes d'émission, de fusion, d'apport	34 353 357	-	-	-	34 353 357
Réserves consolidées	(23 337 437)	1 010 827	856 464	(595 841)	(22 065 987)
Résultat Groupe de l'exercice	(5 467 675)	3 046 704	3 866	1 394 182	(1 022 923)
Total capitaux propres	6 905 270	4 057 531	860 330	798 341	12 621 472
Avances conditionnées	455 000	-	-	-	455 000
Provisions non courantes	336 485	-	-	-	336 485
Impôts différés	715 371	-	-	-	715 371
Dettes financières long terme	3 921 022	-	-	-	3 921 022
Total passifs non courants	5 427 878	-	-	-	5 427 878
Provisions courantes	11 126	-	-	-	11 126
Dettes financières court terme	3 048 845	-	-	-	3 048 845
Autres passifs financiers courants	25 102	-	-	-	25 102
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 140 081	805 980	89 908	144 378	4 180 347
Autres passifs courants	1 750 589	152 696	81 274	3 941	1 988 500
Total passifs courants	7 975 743	958 676	171 182	148 319	9 253 920
Total passif	20 308 891	5 016 207	1 031 512	946 660	27 303 270

NOTE 4 : DONNEES OPERATIONNELLES

4.1 Produits de l'activité

Conformément à la norme IAS 18, les produits de l'activité sont enregistrés nets de rabais, remises, ristournes, avoirs et escomptes. Les produits sont comptabilisés dès lors que :

- il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe ;
- leur montant peut être estimé de façon fiable ;
- à la date de transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

Le chiffre d'affaires est composé de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-groupe.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés, soit le plus souvent lors de l'expédition des produits. Dans certains cas spécifiques, lorsque le Groupe livre directement certains établissements de santé, les implants et instruments sont mis en dépôt. Ils ne sont donc pas facturés au moment de la livraison et restent comptabilisés dans les actifs du Groupe. Seuls les implants ayant fait l'objet d'une pose et/ou les instruments perdus ou cassés sont par la suite facturés.

Des inventaires des actifs en dépôts sont réalisés de façon régulière, soit directement sur le terrain, soit après renvoi et examen des actifs dans les centres de distribution du Groupe et les ajustements comptables nécessaires sont enregistrés dans les états financiers.

Le résultat issu du débouclage des couvertures de change portant sur les transactions commerciales est présenté en autres produits et charges opérationnels.

4.2 Charges d'amortissement et de dépréciation

Les charges d'amortissements et de dépréciations incluses dans le résultat concernent les actifs suivants :

Amortissements	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Droits de propriété industrielle et commerciale	397 325	290 467	277 271
Autres immobilisations incorporelles	993 328	925 277	869 608
Constructions	3 854	1 722	361
Installations techniques, matériel et outillage, Instruments	1 408 203	1 012 884	1 082 829
Autres immobilisations corporelles	332 636	274 260	142 614
Total	3 135 346	2 504 610	2 372 683

Dépréciations	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Installations techniques, matériel et outillage	-	-	(11 000)
Stocks	340 889	(225 269)	436 242
Clients	58 347	8 858	(96 417)
Total	399 236	(216 411)	328 825

Les amortissements se ventilent de la manière suivante :

En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Coûts des ventes	328 120	225 973	191 306
Frais de recherche et développement et brevets	1 418 203	1 213 760	1 137 965
Frais de commercialisation	1 051 529	817 511	784 199
Frais administratifs	337 494	247 366	259 213
Total	3 135 346	2 504 610	2 372 683

4.3 Redevances

Les redevances versées à certains chirurgiens concepteurs sont calculées et payées trimestriellement sur la base du chiffre d'affaires généré par le Groupe sur chacun des produits concernés. Ces redevances sont enregistrées en charges d'exploitation.

Les redevances perçues sur les brevets dont le Groupe est propriétaire et qui sont utilisés dans d'autres applications médicales sont enregistrées en produits d'exploitation.

4.4 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels comprennent les éléments constitutifs du résultat qui, en raison de leur nature, de leur montant ou de leur fréquence, ne peuvent être considérés comme faisant partie des activités et du résultat opérationnel courants.

Ce poste est principalement composé des dotations et reprises de provisions comptabilisées dans le cadre de litiges salariaux et des frais d'avocats afférents, des plus et moins-values de cessions d'immobilisations, ainsi que du résultat issu du débouclage des couvertures de change portant sur les transactions commerciales.

4.5 Résultat opérationnel

L'indicateur de performance utilisé par le Groupe est le résultat opérationnel avant paiement en actions. Il comprend le résultat des activités courantes ainsi que les autres produits et charges opérationnels composés des éléments inhabituels, non récurrents et significatifs et du résultat de change sur les transactions commerciales.

NOTE 5 : CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

5.1 Effectif

L'effectif par collègue et par zone géographique se répartit comme suit :

	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Cadres	72	67	58
Agents de maîtrise - Employés	68	61	51
Total	140	128	109
<i>dont France</i>	<i>102</i>	<i>90</i>	<i>74</i>
<i>dont Royaume Uni</i>	<i>6</i>	<i>5</i>	<i>7</i>
<i>dont Etats-Unis</i>	<i>30</i>	<i>33</i>	<i>28</i>
<i>dont Allemagne</i>	<i>2</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

5.2 Régime de retraites et avantages postérieurs à l'emploi

Les régimes à cotisations définies (régimes de retraites légales et complémentaires) se caractérisent par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation

ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leurs sont dus. De par leur nature, les régimes à cotisations définies ne donnent pas lieu à comptabilisation de provisions, les cotisations étant enregistrées lorsqu'elles sont dues.

Conformément à la norme IAS 19 révisée, dans le cadre des régimes à prestations définies, les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme sont évalués selon la méthode actuarielle des unités de crédits projetées à partir de paramètres propres à chaque salarié (âge, catégorie socioprofessionnelle), et d'hypothèses spécifiques à l'entreprise (convention collective, taux de rotation du personnel, projection de salaires futurs, table de mortalité). Avant l'entrée en application d'IAS 19 R, le Groupe avait opté pour la constatation immédiate en résultat des écarts actuariels. Ainsi, les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2013 et au 1^{er} janvier 2014 n'ont pas été ajustés compte tenu de l'absence d'impact sur les comptes de l'application d'IAS 19 R.

Des écarts actuariels sont générés lorsque des différences sont constatées entre les données réelles et les prévisions effectuées antérieurement, ou suite à des changements d'hypothèses actuarielles. Dans le cas d'avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels générés sont comptabilisés dans l'état du résultat global, nets d'impôts différés.

Les coûts des services passés, résultant de l'adoption d'un nouveau régime ou de la modification d'un régime existant à prestations définies, sont immédiatement comptabilisés en résultat. La charge comprend :

- le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés ainsi que les éventuels effets de toute réduction ou liquidation de régime qui sont comptabilisés en résultat opérationnel ;
- la charge nette d'intérêts sur les obligations et les actifs de couverture comptabilisée en résultat financier.

Le Groupe ne finance pas ses engagements par le versement de cotisations à des fonds externes.

La couverture des indemnités de fin de carrière telles que prévue par les conventions collectives dont dépendent les sociétés MEDICREA INTERNATIONAL et MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE ainsi que MEDICREA TECHNOLOGIES (respectivement Import/ Export et Métallurgie de Charente Maritime) fait l'objet d'une provision enregistrée en passif non courant. L'engagement correspondant est évalué sur une base annuelle à partir des caractéristiques propres à ces sociétés et de facteurs d'évolution externe résumés comme suit :

- âge de départ à la retraite : âge auquel le salarié obtient le nombre de trimestres nécessaires pour liquider sa rente sécurité sociale sans abattement ;
- taux de charges sociales : ajusté en fonction du statut du salarié et de la société. En moyenne, les taux sont de 44 % pour les cadres et 43 % pour les non cadres ;
- taux de revalorisation des salaires : 2 % ;
- mode de départ : à l'initiative du salarié ;
- table de mortalité : INSEE 2011-2013 par sexe ;

- mobilité annuelle : en fonction du collège (cadres et non cadres) et en fonction de l'âge, avec un taux de rotation nul au-delà de 50 ans ;
- taux d'actualisation : 2,20 %, basé, à la date de l'évaluation, sur les taux des obligations à long terme du secteur privé de grande qualité en euros (Corporate bonds AA10+) pour une durée équivalente à celle des engagements (19 ans ½), en application de la norme IAS19 et de la recommandation de l'ANC.

Le montant des droits acquis provisionnés au 31 décembre 2015 s'élève à 468 043 euros, comparé à 347 611 euros au 31 décembre 2014. Les variations s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2015
Dette actuarielle au 31.12.2014	347 611
<i>Coût des services en résultat opérationnel</i>	<i>60 262</i>
<i>Coût financier net</i>	<i>7 385</i>
<i>Modification de régime (1)</i>	<i>46 624</i>
Charge de l'exercice au titre des régimes à prestations définies	114 271
Ecarts actuariels	6 161
Dette actuarielle au 31.12.2015	468 043

(1) Modification de la convention collective nationale de l'import-export

Les membres du Conseil d'Administration et les cadres dirigeants ne bénéficient pas de régime de retraite supplémentaire.

Pour les filiales étrangères, une revue détaillée des obligations en matière d'engagements de retraite est réalisée sur la base des règles applicables à chaque pays et des provisions sont comptabilisées si nécessaires.

5.3 Médailles de travail

Les engagements au titre des médailles de travail ne font pas l'objet de provision, les conventions collectives applicables ne prévoyant pas de disposition particulière en la matière.

5.4 Paiements fondés sur des actions

Des stocks-options et des actions gratuites sont attribuées aux salariés des sociétés du Groupe.

Les plans d'options de souscription et d'actions gratuites sont des plans dits « equity settled » selon la classification définie dans la norme IFRS 2. Le Groupe évalue à la date d'attribution à leur juste valeur les instruments des plans dont le paiement est fondé sur des actions. La juste valeur des actions est déterminée selon le modèle de Black & Scholes qui satisfait aux critères de la norme IFRS 2.

La juste valeur est comptabilisée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits, avec pour contrepartie un compte de réserve spécifique. Le montant comptabilisé tient compte du

nombre de bénéficiaires, de la probabilité d'acquisition des droits ajustée des hypothèses de départ, du prix du sous-jacent, de la maturité des options, du taux de dividendes, de la volatilité du titre MEDICREA et du taux sans risque. Ces charges sont reconnues sur la durée d'acquisition des droits. Pour les options de souscription d'actions, un tiers de la juste valeur est reconnue l'année de l'attribution des options, un tiers l'année suivante et le solde deux ans plus tard. Pour les actions gratuites, la juste valeur des instruments accordés aux bénéficiaires est reconnue jusqu'à présent sur deux ans hormis pour les salariés américains pour lesquels la durée est de quatre ans.

La volatilité retenue a été déterminée sur la base d'une observation de l'historique du titre MEDICREA et a été comparée à celles des titres d'un échantillon de sociétés comparables. Le taux sans risque correspond au taux zéro coupon Eurozone 6 ans à la date d'attribution. Les titres annulés ont été pris en compte pour ne valoriser que les instruments restant en circulation.

A l'échéance de la période d'acquisition, le montant des avantages cumulés comptabilisés est maintenu en réserves, que les options aient été levées ou non.

5.4.1 Description des plans existants

Les Assemblées Générales des 10 mars 2006, 25 juin 2009, 14 juin 2012, 25 juin 2014, 3 juin 2015 et du 18 décembre 2015 ont délégué au Conseil d'Administration la compétence d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions et d'attribution d'actions gratuites. Les Conseils d'Administration des 5 juin 2008, 25 juin 2009, 17 décembre 2009, 17 juin 2010, 16 juin 2011, 17 décembre 2013, 27 mars 2014 et 3 septembre 2015 ont attribué des options de souscription d'actions et/ou des actions gratuites.

▪ Options de souscription

Les principales caractéristiques des plans d'options en vigueur sont les suivantes :

Date d'attribution (Date du Conseil d'Administration)	05.06.08	25.06.09	17.12.09	17.06.10	16.06.11	17.12.13	27.03.14	03.09.15
Nombre d'options attribuées	25 215	99 200	15 000	112 800	95 500	10 000	30 000	12 000
Prix de souscription	6 €	6,16 € 6,56 €* ⁽¹⁾	6,32 €	6,14 € 6,28 €* ⁽¹⁾	9,10 € 11,44 €* ⁽¹⁾	8,77 €	9,10 €	6,67 €
Période d'acquisition des droits	0-2 ans ⁽¹⁾	1-3 ans ⁽¹⁾	0-2 ans ⁽¹⁾	1-3 ans ⁽¹⁾	1-3 ans ⁽¹⁾	1-3 ans ⁽²⁾	1-3 ans ⁽³⁾	1-3 ans ⁽⁴⁾
Durée de vie des options	10 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans

* Le prix d'exercice est différent pour les salariés américains car les dates d'attribution définitives sont effectives 20 jours de bourse après la date du Conseil d'Administration décidant de l'attribution.

(1) Les options sont intégralement exerçables

(2) Un tiers des options sont exerçables depuis le 17 janvier 2015, un tiers le seront dès le 17 janvier 2016 et un tiers dès le 17 janvier 2017

(3) Un tiers des options sont exerçables depuis le 28 avril 2015, un tiers le seront dès le 28 avril 2016 et un tiers dès le 28 avril 2017

(4) Un tiers des options seront exerçables à compter du 4 octobre 2016, un tiers à compter du 4 octobre 2017 et un tiers à compter du 4 octobre 2018

L'exercice des options est subordonné à la présence du salarié dans le Groupe à la date d'exercice. Sur les 400 815 options totales attribuées, compte tenu des départs des salariés intervenus depuis la mise en place des premiers plans, 133 956 d'entre elles sont désormais caduques au 31 décembre 2015. Par ailleurs, 37 521 options ont été exercées (15 147 en 2014 et 22 374 en 2015). Le nombre d'options existantes au 31 décembre 2015 est donc de 229 338.

▪ **Actions gratuites**

113 284 actions ont été attribuées depuis 2008. Ces actions sont acquises par le bénéficiaire au terme d'une période de deux ans pour les salariés français et de quatre ans pour les salariés américains. Compte tenu des départs de salariés intervenus au cours des exercices 2008 à 2015, le nombre d'actions gratuites attribuées s'élève à 94 283, après annulation de 19 001 actions.

5.4.2 Evolution du nombre d'instruments en circulation

Les opérations intervenues sur les instruments de paiements sur base d'actions se résument comme suit pour l'exercice 2015 :

	Options de souscription			Actions gratuites		
	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	Prix d'exercice moyen (en €)	Nombre d'actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	
					France	Etats-Unis
Solde au 31.12.14	240 212	2,89	7,21	-	-	-
- attribuées	12 000	6,67	6,67	-	-	-
- annulées	500	1,59	6,14	-	-	-
- expirées	-	-	-	-	-	-
- exercées (1)	22 374	2,18	6,15	-	-	-
Solde au 31.12.15	229 338	2,36	7,29	-	-	-

(1) 22 374 stocks options ont été exercées en 2015. La constatation de l'augmentation de capital correspondante n'a été réalisée que pour 5 698 titres au 31 décembre 2015.

Pour l'exercice 2014, ces opérations se résumaient comme suit :

	Options de souscription			Actions gratuites		
	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	Prix d'exercice moyen (en €)	Nombre d'actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	
					France	Etats-Unis
Solde au 31.12.13	228 359	3,53	6,89	11 800	0,46	0,46
- attribuées	30 000	5,24	9,10	-	-	-
- annulées	3 000	0,26	6,64	-	-	-
- expirées	-	-	-	-	-	-
- exercées (2)	15 147	2,32	6,11	(1) 11 800	0,46	0,46
Solde au 31.12.14	240 212	2,89	7,21	-	-	-

(1) correspond aux actions gratuites attribuées aux salariés américains et anglais en 2010

(2) 15 147 stocks options ont été exercés au 31 décembre 2014.

5.4.3 Traductions comptables des instruments attribués

Les impacts comptables des instruments attribués sont les suivants :

Date d'attribution	Type	Nombre d'instruments en circulation	Prix d'exercice (en €)	Prix de l'action à la date d'attribution (en €)	Taux de dividende	Volatilité attendue	Taux sans risque	Juste valeur (en €)	Charge comptable 2015 (en K€)	Charge des plans depuis l'origine (en K€)
05.06.2008	Option	9 759	6,00	5,73	0%	40%	4,44%	2,74	-	27
05.06.2008	Action	17 163	Gratuite	5,73	0%	-	-	5,73	-	99
25.06.2009	Option	55 700	6,16	6,55	0%	40%	2,89%	2,83	-	158
25.06.2009	Option	12 500	6,56	6,55	0%	40%	2,89%	2,27	-	28
25.06.2009	Action	35 700	Gratuite	6,55	0%	-	-	6,55	-	234
17.12.2009	Option	14 000	6,32	5,96	0%	40%	2,54%	2,31	-	32
17.12.2009	Action	2 000	Gratuite	5,96	0%	-	-	5,96	-	12
17.06.2010	Option	52 500	6,14	6,22	0%	40%	1,83%	2,47	-	130
17.06.2010	Option	22 900	6,28	6,22	0%	40%	1,83%	2,38	-	56
17.06.2010	Action	35 920	Gratuite	6,22	0%	-	-	6,22	-	223
16.06.2011	Option	27 500	9,10	9,40	0%	33%	2,37%	3,06	-	84
16.06.2011	Option	20 000	11,44	9,40	0%	33%	2,37%	4,78	-	95
16.06.2011	Action	3 500	Gratuite	9,40	0%	-	-	9,40	-	33
17.12.2013	Option	10 000	8,77	8,88	0%	36%	2,69%	3,05	8	30
27.03.2014	Option	30 000	9,10	9,15	0%	35%	2,33%	3,02	33	91
03.09.2015	Option	12 000	6,67	6,47	0%	33%	0,37%	1,76	4	21
TOTAL		361 142							45	1 353

Ce tableau ne tient pas compte des 37 521 stocks options qui ont été exercées en 2014 et 2015.

Le nombre d'instruments en circulation s'analyse comme suit :

En nombre	31.12.15
Nombre d'options existantes	229 338
Nombre d'actions gratuites attribuées	94 283
Nombre d'options exercées	37 521
Nombre d'instruments en circulation	361 142

5.5 Droit Individuel de Formation (DIF), désormais Compte Personnel de Formation (CPF)

Seules les dépenses de formation effectivement engagées au titre du droit individuel à la formation, suite à une décision mutuelle entre le salarié et le Groupe sont comptabilisées en charges au cours de l'exercice. Une dotation aux provisions est enregistrée uniquement dans les deux cas suivants :

- désaccord persistant sur deux exercices successifs entre le salarié et le Groupe, si le salarié demande à bénéficier d'un congé individuel de formation auprès du Fongecif ;
- démission ou licenciement du salarié si celui-ci demande à bénéficier de son droit individuel à la formation avant la fin de sa période de préavis.

Depuis le 1er janvier 2015 le DIF a laissé place au Compte Personnel de Formation (CPF) dont le décompte ne sera plus assuré par le Groupe mais par la Caisse des Dépôts et Consignation. La contribution du Groupe au titre du CPF (0,2% de la masse salariale des sociétés françaises) continuera à être versée aux Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA) qui assureront par conséquent, le financement des futures formations réalisées dans ce cadre.

5.6 Employee Stock Purchase Plan (ESPP) - Plan d'achat d'actions des salariés aux Etats-Unis

Un plan d'achat d'actions réservé aux salariés américains de MEDICREA USA est en place depuis le 1er janvier 2015. Il leur permet d'acquérir des actions de la société mère MEDICREA INTERNATIONAL, dans un cadre fiscal et juridique strictement défini par la réglementation américaine, et dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Les salariés présents depuis au moins deux ans ramenés à un an par avenant du 4 juin 2015 puis à 3 mois (par décision du conseil du 18 décembre 2015) dans la Société peuvent effectuer des virements mensuels sur un compte nominatif ;
- Les sommes accumulées leur permettront, chaque fin d'année, d'acheter des actions MEDICREA INTERNATIONAL à un prix égal à 85 % du cours de l'action comparé sur 2 dates, au 1^{er} janvier et au 30 novembre ;
- Ces actions devront être conservées 12 mois avant de pouvoir être vendues ou transférées.

Au 31 décembre 2015, 6 299 actions ont été souscrites par 7 salariés à un cours de 6,41 USD. La différence entre le prix effectivement versé par la société pour acquérir les titres et le prix payé par les salariés est passée en charge de l'exercice.

5.7 Rémunération des dirigeants et des mandataires sociaux

MEDICREA INTERNATIONAL compte deux dirigeants mandataires sociaux. Il s'agit de Monsieur Denys Sournac, Président et Directeur Général de MEDICREA INTERNATIONAL et de Monsieur Jean Philippe Caffiero, Directeur Général Délégué de MEDICREA INTERNATIONAL.

Monsieur Sournac n'est pas salarié de MEDICREA INTERNATIONAL et n'est pas rémunéré pour son mandat par la Société. La holding d'animation Orchard International, perçoit des honoraires notamment pour les prestations assurées par Monsieur Sournac pour le Groupe MEDICREA. Ces honoraires sont versés via un contrat de prestations entre Orchard International et MEDICREA INTERNATIONAL. Le montant des prestations facturées par Orchard à MEDICREA INTERNATIONAL au titre de l'exercice 2015 pour les travaux effectués par Monsieur Sournac s'est élevé à 300 000 euros HT (292 000 euros HT en 2014).

Monsieur Sournac n'a pas perçu de la Société d'autres rémunérations directes et indirectes autres que celles mentionnées ci-dessus, hormis des jetons de présence d'un montant de 6 000 euros en 2015 (4 000 euros en 2014).

Monsieur CAFFIERO n'est pas rémunéré pour son mandat de Directeur Général Délégué. Les prestations de direction des ventes export de Monsieur CAFFIERO sont facturées par ORCHARD INTERNATIONAL, à MEDICREA INTERNATIONAL, via le contrat de prestations qui lie les deux sociétés

ORCHARD INTERNATIONAL a facturé en 2015 à MEDICREA INTERNATIONAL, au titre des missions de direction des ventes exercées par Monsieur CAFFIERO, 64 000 euros HT (151 458 euros HT en 2014). Il est précisé que depuis le 1er janvier 2015, suite à la demande de Monsieur CAFFIERO de réduire ses activités au sein du Groupe, le montant des prestations facturées par ORCHARD INTERNATIONAL a été significativement revu à la baisse.

Monsieur CAFFIERO n'a pas perçu d'autres rémunérations directes et indirectes autres que celles mentionnées ci-dessus, hormis des jetons de présence d'un montant de 6 000 euros en 2015 (4 000 euros en 2014).

5.8 Répartition des frais de personnel

Les frais de personnel se ventilent (hors dépenses d'intérimaires) de la manière suivante, après prise en compte du crédit compétitivité emploi de 130 039 euros au titre de l'exercice 2015 (99 594 euros au titre de l'exercice 2014) :

En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Coûts des ventes	1 908 159	1 477 098	1 271 472
Frais de recherche et développement	1 449 498	990 424	831 667
Quote part de frais activés	(1 257 579)	(812 186)	(686 608)
Frais de recherche et développement (1)	191 919	178 238	145 059
Frais de commercialisation	6 809 163	5 586 637	4 737 090
Frais administratifs	2 230 994	2 034 897	1 637 579
Total	11 140 235	9 276 870	7 791 200

(1) : correspond aux frais de personnel non activés

NOTE 6 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

6.1 Ecart d'acquisition ou goodwill

Lors d'un regroupement d'entreprises, les paiements effectués par le Groupe en prévision d'avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent être identifiés individuellement et enregistrés séparément sont comptabilisés comme écart d'acquisition à l'actif du bilan.

Les écarts d'acquisition concernent principalement la société MEDICREA TECHNOLOGIES à La Rochelle acquise en 2002 à l'issue d'un LBO.

En application de la norme IAS 36, ces écarts ne sont plus amortis, et font l'objet de tests de dépréciation effectués au moins à chaque clôture d'exercice en comparant l'ensemble des actifs à leur valeur de marché, représentée par la capitalisation boursière.

6.2 Tests de perte de valeur des actifs immobilisés

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs immobilisés corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît, et au moins une fois par an, pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, principalement les écarts d'acquisition. En application de la norme IAS 36, lorsque la valeur nette comptable de ces actifs à durée de vie indéfinie devient supérieure au montant le plus élevé de leur valeur d'utilité ou de marché, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence. La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs. La valeur de marché de l'actif est déterminée par référence à des transactions similaires récentes ou à des évaluations réalisées par des experts indépendants dans une perspective de cession.

Pour ces tests, les actifs sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent à des ensembles homogènes de génération de trésorerie. Au regard de l'organisation en place dans le Groupe et des flux entre les différentes sociétés, une seule UGT a été identifiée.

6.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les frais de recherche et de développement, les brevets et marques et les logiciels. Les frais de recherche et de développement, lorsqu'ils satisfont à l'ensemble des critères selon la norme IAS 38, sont inscrits à l'actif du bilan. Les frais activés reposent sur un suivi analytique précis permettant une ventilation des coûts engagés par type et par projet. Ces frais sont maintenus à l'actif tant que la société conserve l'essentiel des avantages et des risques liés aux actifs. Les frais de recherche et de développement sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation attendue, qui correspond à la durée des avantages économiques futurs attendus. Cette durée est généralement de 5 ans.

En application de la norme IAS 23, les coûts d'emprunts, attribués au financement des dépenses de recherche et développement faisant l'objet d'une inscription en immobilisations incorporelles, sont considérés comme un élément du coût de ces actifs et donc capitalisés.

Les brevets, licences et marques sont amortis sur 5 à 10 ans, en fonction de leur durée d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur des durées allant de un à trois ans.

6.4 Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, le coût d'une immobilisation corporelle est constitué :

- de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables ;
- des frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue ;
- des remises et rabais commerciaux déduits dans le calcul du prix d'achat.

Les immobilisations corporelles sont décomposées si leurs composantes ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages au Groupe selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents.

Les durées d'amortissement appliquées par le Groupe sont les suivantes :

- les terrains ne sont pas amortis ;
- les agencements et les aménagements des terrains sont amortis sur 15 ans ;
- le matériel industriel est amorti sur sa durée d'utilité estimée comprise entre 3 et 10 ans ;
- l'outillage industriel est amorti sur sa durée d'utilité estimée comprise entre 2 et 3 ans ;
- les installations techniques et agencements sont amortis sur leur durée d'utilité estimée, comprise entre 5 et 10 ans ;
- les autres catégories d'immobilisations corporelles telles que le matériel de bureau et informatique, et le mobilier sont amorties sur des durées d'utilité comprises entre 3 et 10 ans.

Les biens acquis au moyen d'un contrat de location financement, ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien, sont comptabilisés selon des modalités identiques à une acquisition à crédit pour les valeurs d'origine du contrat, et donc par comptabilisation d'un actif amortissable et d'une dette financière. La qualification des contrats s'apprécie au regard de la norme IAS 17. Les biens concernés sont composés de divers équipements industriels utilisés pour la fabrication des implants et des ancillaires.

Les biens sous contrat de locations financières (principalement du matériel informatique et de bureau), utilisés sur leur durée de vie totale et dont le montant de la location couvre le prix des actifs financés sont également, en application de la norme IAS 17, comptabilisés selon des modalités identiques à une acquisition à crédit.

Les ancillaires faisant partie des kits mis à disposition des établissements de santé clients jusqu'à leur remplacement pour cause de casse, de perte ou d'obsolescence, sont amortis sur une durée de trois ans. Le matériel de démonstration est amorti en règle générale sur 5 ans.

6.5 Immobilisations et amortissements relatifs aux trois derniers exercices

Les immobilisations (hors écarts d'acquisition) se décomposent comme suit :

Immobilisations – En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Frais de recherche & développement	8 320 009	6 414 152	5 350 501
Brevets et droits similaires	3 578 786	3 463 728	3 318 865
Licences et logiciels	828 945	526 130	193 211
Marques	25 133	25 133	25 133
Immobilisations incorporelles	12 752 873	10 429 143	8 887 710
Constructions	56 082	22 855	4 046
Installations techniques	5 812 818	3 935 289	2 571 341
Matériel de démonstration	690 108	683 926	638 653
Kits d'instruments	5 094 922	4 560 108	3 487 997
Matériel informatique et de bureau	1 106 404	1 002 030	730 322
Autres immobilisations	1 374 225	1 246 421	1 129 174
Immobilisations corporelles	14 134 559	11 450 629	8 561 533
Dépôts et cautionnements	528 288	260 344	195 762
Placements en garantie	158 613	158 357	153 550
Immobilisations financières	686 901	418 701	349 312
Total valeurs brutes	27 574 333	22 298 473	17 798 555

Amortissements et provisions – En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Amortissements immobilisations incorporelles	7 851 355	6 458 749	5 237 923
Amortissements immobilisations corporelles	7 121 828	5 969 339	5 087 434
Total amortissements et provisions	14 973 183	12 428 088	10 325 357
Total valeurs nettes	12 601 150	9 870 385	7 473 198

Sur une période de 3 années, les variations (hors écarts d'acquisition) des immobilisations se présentent comme suit :

Immobilisations nettes – En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Au 1^{er} janvier	9 870 385	7 473 198	7 305 733
Investissements de la période	5 896 896	5 061 716	2 917 726
Cessions de la période	(430 278)	(453 363)	(347 158)
Dotations aux amortissements et provisions	(3 135 346)	(2 504 610)	(2 361 683)
Variation des taux de change	399 493	293 444	(41 420)
Au 31 décembre	12 601 150	9 870 385	7 473 198

6.6 Variation des immobilisations et amortissements au cours de 2015

La variation des immobilisations hors écart d'acquisition se présente comme suit :

Valeurs brutes – En Euros	01.01.2015	Variation taux de change	Acquisitions	Cessions	31.12.2015
Frais de recherche & développement	6 414 152	19 557	1 886 300	-	8 320 009
Brevets et droits similaires	3 463 728	-	115 058	-	3 578 786
Licences et logiciels	526 130	5 599	317 358	20 142	828 945
Marques	25 133	-	-	-	25 133
Immobilisations incorporelles	10 429 143	25 156	2 318 716	20 142	12 752 873
Constructions	22 855	-	37 627	4 400	56 082
Installations techniques	3 935 289	1 128	1 901 394	24 993	5 812 818
Matériel de démonstration	683 926	35 916	163 659	193 393	690 108
Kits d'instruments	4 560 108	329 987	1 016 327	811 500	5 094 922
Matériel informatique et de bureau	1 002 030	12 689	91 685	-	1 106 404
Autres immobilisations	1 246 421	27 655	107 017	6 868	1 374 225
Immobilisations corporelles	11 450 629	407 375	3 317 709	1 041 154	14 134 559
Dépôts et cautionnements	260 344	13 910	260 215	6 181	528 288
Placements en garantie	158 357	-	256	-	158 613
Immobilisations financières	418 701	13 910	260 471	6 181	686 901
Total valeurs brutes	22 298 473	446 441	5 896 896	1 067 477	27 574 333

Amortissements – En Euros	01.01.2015	Variation taux de change	Dotations	Reprises	31.12.2015
Frais de recherche & développement	3 920 678	2 854	993 328	-	4 916 860
Brevets et droits similaires	2 316 427	-	302 215	-	2 618 642
Licences et logiciels	197 939	5 142	93 682	6 043	290 720
Marques	23 705	-	1 428	-	25 133
Immobilisations incorporelles	6 458 749	7 996	1 390 653	6 043	7 851 355
Constructions	2 105	-	3 854	1 497	4 462
Installations techniques	1 821 991	1 047	384 900	24 993	2 182 945
Matériel de démonstration	400 090	107	154 333	165 856	388 674
Kits d'instruments	2 326 321	9 149	868 970	435 880	2 768 560
Matériel informatique et de bureau	603 421	9 872	194 679	-	807 972
Autres immobilisations	815 411	18 777	137 957	2 930	969 215
Immobilisations corporelles	5 969 339	38 952	1 744 693	631 156	7 121 828
Total amortissements	12 428 088	46 948	3 135 346	637 199	14 973 183

Valeurs nettes – En Euros	01.01.2015	Variation taux de change	Augmentations	Diminutions	31.12.2015
Immobilisations incorporelles	3 970 394	17 160	928 063	14 099	4 901 518
Immobilisations corporelles	5 481 290	368 423	1 573 016	409 998	7 012 731
Immobilisations financières	418 701	13 910	260 471	6 181	686 901
Total valeurs nettes	9 870 385	399 493	2 761 550	430 278	12 601 150

Les principales variations des postes d'immobilisations s'analysent comme suit :

1/ L'activité en matière de recherche et développement est structurellement importante et constitue un facteur de différenciation clef pour le Groupe. Les principaux frais engagés en 2015 portent sur :

- le développement de la solution complète (UNiD™) incluant une application logicielle et une cellule d'assistance et de planification opératoire permettant de proposer des implants sur-mesure aux patients ;
- le développement d'implants de corporectomie sur mesure ;
- la mise au point du procédé de fabrication par couches additives de titane ;
- l'intégration d'une cellule de prototypage rapide.

Le montant des frais de R&D ainsi capitalisés au titre de l'exercice 2015 s'élève à 1 886 300 euros contre 1 068 897 euros en 2014. Le montant total des frais de R&D inscrit en charges de l'exercice après déduction du crédit impôt recherche et activation des dépenses s'élève à 983 892 euros (1 379 692 euros en 2014) y compris 983 892 euros de dotation aux amortissements concernant les frais de recherche activés (904 406 euros en 2014).

2/ Les dépenses de brevets activées en 2015 s'élèvent à 115 058 euros, pour 144 863 euros au titre de l'exercice précédent. Elles concernent principalement le système de fixation thoraco-lombaire PASSLP® et ses extensions, la cage intersomatique IMPIX ALIF SA® ainsi que le système de fixation occipito-cervicale PASSOCT®.

3/ L'augmentation des licences et logiciels est liée à la mise en place d'un nouveau système d'informations opérationnel depuis juillet 2015.

4/ Le Groupe a poursuivi en 2015 le renouvellement de son parc machines avec des investissements de 1,9 million d'euros composés principalement d'une cellule complète de prototypage, et de machines à commande numérique de dernière génération. Ces investissements permettront d'améliorer la réactivité pour répondre aux besoins des chirurgiens.

5/ Le matériel de démonstration fait l'objet d'un inventaire exhaustif chaque année. Il comprend l'ensemble des produits, aux sérigraphies propres et non revendables en l'état, utilisé par la force commerciale pour former les clients aux manipulations des implants et instruments. Ce matériel est régulièrement mis à jour en fonction des entrées / sorties de nouveaux / anciens produits.

6/ Pour la réalisation des chirurgies, le Groupe met à disposition de ses clients des kits composés d'instruments et d'implants. Ces matériels sont consignés dans les établissements de santé ou disponibles sous forme de prêts. Les instruments sont comptabilisés en immobilisations corporelles et amortis sur une durée de 3 ans. Le développement de l'activité du Groupe le conduit à augmenter et renouveler les actifs utilisés par ses clients, notamment aux Etats-Unis. Les instruments complètement amortis sont régulièrement sortis des livres comptables.

7/ Les acquisitions de matériel informatique et de bureau comprennent principalement des achats de serveurs et d'équipements dans le cadre du déploiement du nouveau système d'informations.

8/ Les autres immobilisations corporelles comprennent essentiellement les installations et agencements des différents sites, ainsi que le matériel de transport.

6.7 Contrats de location

6.7.1 Locations financement et locations financières

Les immobilisations acquises par voie de location financement concernent des installations techniques, des matériels et outillages et des équipements informatiques. Elles s'élèvent en valeur nette à 2 219 355 euros au 31 décembre 2015 contre 1 723 750 euros au 31 décembre 2014 et se répartissent comme suit :

En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Installations techniques et matériels	3 432 347	2 683 357	1 759 097
Equipements informatiques	397 519	388 535	244 294
Total valeurs brutes	3 829 866	3 071 892	2 003 391
Amortissement installations techniques	1 305 544	1 104 494	965 705
Amortissements équipements informatiques	304 967	243 648	195 466
Total amortissements	1 610 511	1 348 142	1 161 171
Total valeurs nettes	2 219 355	1 723 750	842 220

L'augmentation constatée au 31 décembre 2015 s'explique essentiellement par l'acquisition de deux centres d'usinage.

La dette financière correspondant aux actifs financés par ces contrats est de 1 714 319 euros au 31 décembre 2015 contre 1 420 084 euros au 31 décembre 2014.

Les engagements s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Valeur d'origine	3 829 866	3 071 892	2 003 391
Amortissement	(1 610 511)	(1 348 142)	(1 161 171)
<i>Dont dotation aux amortissements de l'exercice</i>	<i>(262 173)</i>	<i>(186 971)</i>	<i>(180 310)</i>
Valeur nette	2 219 355	1 723 750	842 220
Redevances payées			
Cumul sur exercices antérieurs (1)	510 326	1 552 860	1 281 706
Redevances de l'exercice (1)	524 217	262 660	271 154
Total	1 034 543	1 815 520	1 552 860
Redevances restant à payer			
A un an au plus	496 359	386 662	209 449
Entre 1 et 5 ans	1 177 429	922 873	412 822
Au-delà de 5 ans	103 840	221 842	-
Total	1 777 628	1 531 377	622 271
Valeurs résiduelles	23 297	15 806	6 760

(1) Cumul sur exercices antérieurs et redevances de l'exercice ne concernent que les redevances payées au titre des contrats toujours en cours à la clôture de l'exercice.

6.7.2 Locations simples

Les locations simples concernent principalement les loyers afférents aux bâtiments utilisés dans le cadre de l'activité, et se répartissent comme suit :

Sociétés	Montant du loyer annuel 2016
MEDICREA INTERNATIONAL – Lyon	463 000 euros
MEDICREA TECHNOLOGIES – La Rochelle	143 172 euros
MEDICREA TECHNOLOGIES UK – Cambridge	10 500 livres sterling
MEDICREA USA – New York *	332 000 dollars

* six mois de loyers gratuits la première année de renouvellement du bail

Le bail concernant les locaux de MEDICREA INTERNATIONAL a été dénoncé et prolongé jusqu'au 31 octobre 2016, date d'emménagement dans un nouveau bâtiment en cours de construction, à proximité du site actuel, et dont la Société sera également locataire. A l'occasion de ce changement de locaux, le Groupe regroupera l'activité de ses 3 filiales françaises sur un même site ce qui engendrera une augmentation significative du loyer annuel à 1 million d'euros avec un engagement de 12 années envers le bailleur. A contrario, le bail précaire du site de fabrication de La Rochelle sera résilié.

Aux Etats-Unis, le bail arrivé à échéance fin mars 2016 a été renégocié et renouvelé par le Groupe pour une durée de 10 années, avec une augmentation de la surface louée, à savoir un étage supplémentaire. Le nouveau loyer annuel est de 1 million de dollars. L'engagement ne porte que sur une durée de 48 mois. En cas de résiliation de bail anticipé, les locaux seraient facilement reloués du fait de leur emplacement privilégié à New York.

Les engagements de location simple à venir se résument comme suit, hors locations financières enregistrées en immobilisations corporelles :

En Euros	31.12.2015	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	De 5 à 10 ans	A plus de 10 ans
Loyers immobiliers et matériels	16 965 340	1 106 301	7 250 262	5 554 050	3 054 727

6.8 Immobilisations financières

Elles sont constituées essentiellement des dépôts et cautionnements. Ceux-ci ne sont pas actualisés en l'absence de date d'échéance connue, et compte tenu de leur faible valeur. Une dépréciation est constatée, le cas échéant, lorsque leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable.

NOTE 7 : STOCKS ET EN-COURS

Les stocks de matières premières sont évalués au prix moyen pondéré, incluant les frais d'approche. Les stocks de produits finis et semi finis sont valorisés au coût de revient, hors frais de commercialisation. Une dépréciation est constatée dès lors que la valeur probable de réalisation du stock est inférieure à sa valeur comptable.

Les stocks en valeurs brutes et nettes se répartissent comme suit :

En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Matières premières	327 852	281 250	261 417
En-cours de production	378 648	440 106	400 363
Produits semi-finis	541 713	625 615	319 106
Produits finis	7 804 146	6 677 120	6 038 955
Valeurs brutes	9 052 359	8 024 091	7 019 841
Provisions pour dépréciation	(2 033 714)	(1 692 825)	(1 918 094)
Valeurs nettes	7 018 645	6 331 266	5 101 747

En valeur brute, le stock augmente de 13 % par rapport à 2014 consécutivement à l'élargissement de la gamme et à un volume important de nouveaux produits en phase d'évaluation pré-commerciale et n'ayant pas encore fait l'objet de lancement généralisé sur le marché.

Les provisions pour dépréciation par catégorie de stocks se répartissent comme suit :

En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Matières premières	13 237	16 964	17 162
En-cours de production	47 601	9 834	63 294
Produits semi-finis	16 416	23 547	50 368
Produits finis	1 956 460	1 642 480	1 787 270
Provisions pour dépréciation	2 033 714	1 692 825	1 918 094

La hausse des dépréciations est liée principalement à la hausse du niveau de stock.

NOTE 8 : CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS

Les créances clients et autres créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est enregistrée lorsque leur valeur d'inventaire, fondée sur la probabilité de leur recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée. La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction de ce risque.

Le Groupe mobilise, en fonction des besoins de trésorerie, ses créances clients par le recours au factoring. Les factures faisant l'objet d'un financement sont maintenues en créances clients.

Les créances clients et autres actifs courants s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Créances clients – valeur brute	4 779 599	4 392 691	3 386 073
Provision sur créances douteuses	(69 705)	(11 358)	(2 500)
Créances clients	4 709 894	4 381 333	3 383 573
Créances sociales	31 843	25 970	21 614
Créances fiscales	1 593 332	1 354 602	913 737
Autres créances	892 408	485 635	210 387
Charges constatées d'avance	384 571	436 435	300 980
Autres actifs courants	2 902 154	2 302 642	1 446 718
Total créances – valeurs brutes	7 681 753	6 695 333	4 832 791
Total créances – valeurs nettes	7 612 048	6 683 975	4 830 291

Le délai moyen d'encaissement des créances clients s'établit à 58 jours au 31 décembre 2015, contre 56 jours à la clôture de l'exercice précédent, sous l'effet de conditions de règlement avec les établissements de santé qui se durcissent notamment aux Etats-Unis et en France.

Les créances clients dont l'espérance de recouvrement est fortement improbable font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Les créances fiscales comprennent essentiellement le crédit d'impôt recherche, le crédit d'impôt compétitivité pour l'emploi et la TVA à récupérer.

Les avances et acomptes fournisseurs intègrent :

- le paiement d'une avance de 800 000 dollars (734 824 euros au cours de clôture) dans le cadre d'un contrat de coopération avec une société informatique américaine (voir point 13.1.4). Les commissions dues au titre de ce contrat, et qui s'élèvent à 34 616 euros au 31 décembre 2015, ont fait l'objet d'une provision qui viendra s'imputer sur les avances déjà versées.
- le paiement d'une avance de 76 138 dollars (69 935 euros au cours de clôture) dans le cadre d'un contrat de cession de droits d'inventeur avec un chirurgien.

NOTE 9 : PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

Une provision est comptabilisée dès lors qu'existe une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un élément passé, existant indépendamment d'actions futures, vis-à-vis d'un tiers, entraînant pour le Groupe un décaissement probable dont le montant peut être évalué de façon fiable.

Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue. Lorsque la date d'exécution de cette obligation est au-delà d'un an, le montant de la provision fait l'objet d'un calcul d'actualisation, dont les effets sont enregistrés en résultat financier seulement si l'impact est significatif.

Les provisions courantes et non courantes sont formées des provisions pour risques et se décomposent comme suit :

En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Provisions pour pensions et assimilés	468 043	347 611	232 554
Provisions pour litiges	23 778	-	93 700
Provisions pour charges	-	-	5 493
Total	491 821	347 611	331 747

L'évolution des provisions pour risques s'analyse comme suit :

En Euros	2015	2014	2013
Au 1^{er} janvier	347 611	331 747	511 653
Dotations aux provisions	137 724	47 883	45 559
Reprises de provisions – montants utilisés	-	(99 193)	(182 020)
Reprises de provisions – montants non utilisés	-	-	(43 445)
Ecart actuariel	6 161	67 174	-
Variation des taux de change	325	-	-
Au 31 décembre	491 821	347 611	331 747
<i>dont variations en résultat opérationnel</i>	<i>130 339</i>	<i>(58 868)</i>	<i>(179 906)</i>
<i>dont variations en résultat financier</i>	<i>7 385</i>	<i>7 558</i>	-

Les échéances des provisions courantes et non courantes se ventilent comme suit :

En Euros	31.12.2015	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Provisions pour pensions et assimilés	468 043	7 110	65 027	395 906
Provisions pour litiges	23 778	23 778	-	-
Total	491 821	30 888	65 027	395 906

NOTE 10 : FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

10.1 Endettement financier net

10.1.1 Dettes financières

Les dettes financières sont comptabilisées au coût amorti, c'est-à-dire à leur valeur nominale nette des primes et frais d'émission qui sont enregistrés progressivement en résultat financier jusqu'à l'échéance, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dettes financières s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Emprunt obligataire	1 760 662	545 000	545 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	6 448 853	4 335 608	2 470 740
Crédit bail	1 661 642	1 327 899	540 109
Locations financières	52 677	92 185	49 427
Concours bancaires courants	376 700	400 000	199 801
Factoring	-	148 130	137 906
Intérêts courus bancaires	7 462	8 773	5 001
Intérêts courus sur emprunts	9 865	15 048	15 293
Autres dettes financières	108 664	97 224	4 290
Total	10 426 525	6 969 867	3 967 567

Au 31 décembre 2015, l'ensemble des dettes financières est contracté en euros et à taux fixe.

L'évolution du solde des emprunts auprès des établissements de crédit est liée aux remboursements effectués en 2015 dans le cadre des plans d'amortissement existants, et à la souscription des nouveaux emprunts suivants :

- 1 000 000 euros à taux fixe de 1,15 % sur une durée de 5 ans, pour financer divers matériels industriels ;
- 800 000 euros à taux fixe de 2,1 % sur une durée de 5 ans, pour financer le besoin en fonds de roulement ;
- 741 297 euros à taux fixe de 2,15 % sur une durée de 7 ans, pour financer divers investissements réalisés en matériels industriels dont principalement deux tours à commande numérique et une machine à découpe fil ;
- 500 000 euros à taux fixe de 3,3 % sur une durée de 7 ans, pour financer les dépenses inhérentes au lancement de nouvelles innovations ;
- 500 000 euros à taux fixe de 1,9 % sur une durée de 5 ans, dans le cadre du renforcement de la structure financière ;
- 450 000 euros à taux fixe de 4,25 % sur une durée de 2 ans, pour financer les frais de recherche et développement 2015 éligibles au Crédit d'Impôt Recherche ;
- 52 000 euros à taux fixe de 1,82 % sur une durée de 3 ans, pour financer divers matériels industriels ;

Par ailleurs, dans le cadre de la consolidation de ses besoins de financement et pour faire face à ses investissements, le Groupe a émis en avril 2015 un emprunt obligataire d'un montant de 2 000 000 euros au taux d'intérêt de 6 % sur une durée de 5 ans. Cet emprunt est assorti d'une prime de non conversion éventuelle rémunérée à un taux d'intérêt de 1%.

La dette contractée sous forme de crédit-bail augmente suite à l'acquisition de deux centres d'usinage pour 0,7 million d'euros.

Le taux d'intérêt moyen de l'exercice 2015 s'établit à 3,79 % contre 4,24 % au titre de 2014. Ce taux tient compte des commissions versées à BPI dans le cadre des garanties octroyées sur des financements bancaires moyen terme.

Les échéances des dettes financières se ventilent comme suit :

En Euros	31.12.2015	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunt obligataire	1 760 662	374 104	1 386 558	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	6 448 853	1 931 177	4 232 024	285 652
Crédit bail	1 661 642	429 100	1 126 205	106 337
Locations financières	52 677	33 001	19 676	-
Concours bancaires courants	376 700	376 700	-	-
Factoring	-	-	-	-
Intérêts courus bancaires	7 462	7 462	-	-
Intérêts courus sur emprunts	9 865	9 865	-	-
Autres dettes financières	108 664	108 664	-	-
Total	10 426 525	3 270 073	6 764 463	391 989

Les sûretés données sur certains actifs du Groupe pour garantir les emprunts ainsi que les clauses ou covenants d'exigibilité sont détaillées en note 15.1 « Engagements hors bilan ».

10.1.2 Avances conditionnées

Les avances conditionnées émanent principalement d'attributions par BPI d'aides à l'innovation sous forme d'avances remboursables. Leur variation par rapport à l'exercice précédent résulte des plans de remboursement en cours. Il n'y a pas eu d'aide nouvelle allouée au cours de l'exercice 2015.

10.1.3 Trésorerie et équivalents

Trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités ainsi que les placements monétaires immédiatement disponibles dont la valeur dans le temps présente un risque de variation négligeable. Ces dernières sont constituées principalement de Sicav monétaires détenues en garantie de financements obtenus par ailleurs.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation de ces placements est inférieure à la valeur d'achat. Les gains et pertes latents ou réalisés sont comptabilisés en résultat financier. La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché à la date de clôture de l'exercice.

La trésorerie nette évolue comme suit :

En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Disponibilités	2 168 215	1 181 506	1 834 938
Valeurs mobilières de placement	-	-	4 191
Trésorerie et équivalents	2 168 215	1 181 506	1 839 129
Concours bancaires courants	(376 700)	(400 000)	(199 801)
Factoring	-	(148 130)	(137 906)
Trésorerie nette	1 791 515	633 376	1 501 422

Le renforcement de la trésorerie nette est lié principalement à l'augmentation de capital réalisée en juin 2015 pour un montant de 3,5 millions d'euros.

10.1.4 Tableaux des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est établi conformément à la norme IAS 7 en partant du résultat net consolidé. Il distingue ainsi les flux issus de l'activité de ceux provenant des opérations d'investissement et de financement.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan suivantes : trésorerie et équivalents de trésorerie, concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

Le tableau des flux de trésorerie sur les deux derniers exercices est détaillé en point 3.4 des états financiers au 31 décembre 2015.

10.2 Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers sont constitués des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés. Les instruments financiers sont présentés dans différentes rubriques du bilan. En application de la norme IAS 39, les instruments financiers sont affectés à 5 catégories qui ne correspondent pas à des rubriques du bilan IFRS. L'affectation détermine les règles de comptabilisation et d'évaluation applicables, décrites ci-après :

- placements détenus jusqu'à l'échéance : aucun instrument de valeur significative ne répond à ce jour à cette définition ;
- actifs désignés en tant que juste valeur par le résultat : cette rubrique concerne les placements de trésorerie éventuels dont les variations de juste valeur sont constatées en résultat ;
- actifs et passifs constatés au coût amorti : cette rubrique comprend essentiellement les dépôts et cautionnements, prêts au personnel, créances clients, dettes fournisseurs et dettes financières. Ces actifs et passifs sont comptabilisés au bilan à l'origine à leur juste valeur, qui est en pratique proche de la valeur nominale contractuelle. Ils sont évalués au coût amorti et ajustés le cas échéant de dépréciations en cas de perte de valeur ;
- actifs disponibles à la vente : aucun instrument détenu ne répond à cette définition ;
- instruments dérivés : le Groupe est amené à utiliser des instruments financiers de couverture afin de limiter son exposition aux risques. Il s'agit essentiellement d'instruments de couverture de change et de taux, tels que les opérations de change à terme, les options de change à primes, les CAP de taux d'intérêt. L'essentiel des encours au 31 décembre 2015 couvre des flux.

Le Groupe n'ayant pas mis en place la documentation permettant de démontrer l'efficacité de ces couvertures au sens d'IAS 39, la contrepartie des variations de juste valeur de ces instruments dérivés est constatée directement en autres produits et charges financiers et les instruments dérivés sont présentés parmi les autres actifs courants ou les autres passifs courants.

10.2.1 Informations au bilan

Le tableau suivant présente pour les actifs et passifs leur ventilation selon les catégories prévues par la norme IAS 39.

Rubriques	Au 31.12.2015			Au 31.12.2014		
	Désignation des instruments financiers	Valeur nette comptable	Dont évalué à la juste valeur (1)	Désignation des instruments financiers	Valeur nette comptable	Dont évalué à la juste valeur (1)
Actif en euros						
Clients et comptes rattachés	C	4 709 894	4 709 894	C	4 381 333	4 381 333
Autres actifs courants (2)	C	892 408	892 408	C	485 635	485 635
Trésorerie et équivalents de trésorerie	A	2 168 215	2 168 215	A	1 181 506	1 181 506
Passif en euros						
Trésorerie passive (3)	A	376 700	376 700	A	548 130	548 130
Dettes financières courantes et non courantes hors trésorerie passive	B	10 049 825	10 049 825	B	6 421 737	6 421 737
Instruments financiers	A	10 575	10 575	A	25 102	25 102
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	C	4 055 971	4 055 971	C	4 180 347	4 180 347
Autres passifs courants (4)	C	116 476	116 476	C	109 604	109 604

(1) la valeur nette comptable des actifs et passifs évalués au coût ou au coût amorti est proche de leur juste valeur

(2) hors créances fiscales et sociales, et comptes de régularisation

(3) incluant les concours bancaires courants et le factoring

(4) hors dettes fiscales et sociales, et comptes de régularisation

A : actifs et passifs à la juste valeur par le résultat

B : actifs et passifs évalués au coût amorti

C : actifs et passifs évalués au coût

Les variations de juste valeur et les dépréciations ont été constatées uniquement en résultat. Aucun montant n'a été directement imputé sur les capitaux propres.

10.2.2 Informations au compte de résultat

Le tableau suivant présente les impacts en compte de résultat sur les exercices 2015 et 2014 des actifs et passifs financiers, et la ventilation de ces impacts selon les catégories prévues par la norme IAS 39.

	Désignation des instruments financiers	Au 31.12.2015	Au 31.12.2014
Produits et (charges) constatés en résultat opérationnel		-	(16 174)
Dont :			
Résultat de change hors instruments financiers	B	-	(16 174)
Produits de placement		255	724
Dont :			
Produits de cessions des valeurs mobilières de placement et intérêts sur certificats de dépôt et dépôts à terme	A	255	724
Charges de financement		(328 738)	(188 182)
Dont :			
Charges d'intérêt	B	(328 738)	(188 182)
Autres produits financiers		231 560	251 974
Dont :			
Gains de change	A	217 033	250 818
Variations de juste valeur sur instruments dérivés	A	14 527	1 156
Autres charges financières		(132 407)	(482 274)
Dont :			
Pertes de change	A	(132 407)	(457 172)
Variations de juste valeur sur instruments dérivés	A	-	(25 102)

10.3 Gestion des risques

La politique de gestion des risques de marché du Groupe se caractérise par :

- une centralisation des risques au niveau de MEDICREA INTERNATIONAL ;
- un objectif de couverture ;
- une évaluation des risques effectuée grâce à des prévisions détaillées sur un an ;
- un suivi des écarts entre prévisions et réalisations.

10.3.1 Risques sur l'évolution du cours des matières premières

La fabrication des implants nécessite l'achat principalement de deux matériaux, titane et Peek (PolyEtherEtherKetone). Les fournisseurs de ces matières premières étant peu nombreux, le Groupe est soumis à des variations de prix de marché difficilement prévisibles et contrôlables qui pourraient avoir un impact négatif sur les résultats. Les achats de ces matériaux ne font pas l'objet de contrat de couverture. Ils interviennent pour une faible part dans le prix de revient des produits fabriqués.

10.3.2 Risque de crédit

Le Groupe suit mensuellement le délai moyen de règlement de ses clients. Ce ratio s'élève à 58 jours au 31 décembre 2015. Pour les clients internationaux ne réglant pas d'avance, le Groupe met en place des mécanismes de couverture, tels que :

- demande de garantie auprès de la Coface. A fin décembre 2015, le montant maximum des encours clients potentiellement garantissables par la Coface s'élève à 1 178 000 euros ;
- crédits documentaires (pas d'encours au 31 décembre 2015).

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de crédit significatif comme le montre le tableau ci-dessous.

En Euros	31.12.2015	31.12.2014
Créances clients brutes	4 779 599	4 392 691
Montant des impayés de plus de 6 mois	114 463	8 001
% du poste client	2,39 %	0,18 %
Montant des provisions clients	69 705	11 358
% du poste client	1,46 %	0,26 %
Montant des pertes sur créances irrécouvrables	3 719	70

10.3.3 Risques de liquidité

Le Groupe a pu faire face au cours des exercices précédents à des crises de liquidités passagères qui ont ralenti la progression de son développement.

Les ressources financières obtenues à l'issue d'opérations de levées de fonds pour un total d'environ 34 millions d'euros ont permis de réduire de façon significative ce risque de liquidité et ont donné les moyens au Groupe de mettre en œuvre sa stratégie d'expansion, de créations de nouvelles filiales et de lancements de nouveaux produits.

Il est cependant possible que le Groupe puisse être amené à lever des fonds supplémentaires ou mettre en place de nouveaux emprunts si des opportunités de développement de nouveaux produits ou d'acquisitions ciblées de technologies ou de sociétés se présentaient, ou si les besoins en fonds de roulement nécessaires à son expansion sur les nouveaux marchés qu'il convoite s'avéraient plus importants que prévus.

Deux emprunts bancaires totalisant 1,5 millions d'euros souscrits en novembre 2014 pour 4 ans comportent certaines clauses d'engagements notamment :

- rapport des dettes financières nettes consolidées sur les capitaux propres consolidés inférieur à 0,33 au 31 décembre de chaque année sur la période de remboursement de l'emprunt ;

- rapport des dettes financières nettes consolidées sur l'EBITDA consolidé inférieur à 3 au 31 décembre de chaque année sur la période de remboursement de l'emprunt ;
- interdiction de verser des dividendes si le rapport des dettes financières nettes consolidées sur les capitaux propres consolidés à la clôture de l'exercice devient supérieur à 0,2 après prise en compte du montant des dividendes dont le versement est projeté.

Au 31 décembre 2015, le rapport dettes financières nettes consolidées sur les capitaux propres consolidés s'élève à 0,57 et le rapport dettes financières nettes consolidées sur EBITDA consolidé à 4,45. Le Groupe a obtenu un « waiver » de la part de l'établissement bancaire concerné, sans modification des conditions initiales des emprunts et sans coût additionnel.

Le covenant sur les dividendes n'est pas applicable, le Groupe n'ayant jamais procédé à aucune distribution.

10.3.4 Risques de change

L'essentiel des approvisionnements du Groupe est réalisé en euros. Les ventes aux filiales américaines et anglaises sont réalisées en devises, les produits étant ensuite écoulés sur ces marchés dans la devise fonctionnelle du pays. Les filiales n'ont donc pas de risque de variation de taux de change sur leurs achats mais MEDICREA INTERNATIONAL a un risque de change sur ses ventes en devises.

Au 31 décembre 2015, les engagements de ventes à terme de dollars contre euros s'élèvent à 600 000 dollars dans le cadre d'une enveloppe d'un million de dollars mise en place sur le 4^{ème} trimestre avec un cours de couverture garanti de 1,11, utilisable jusqu'au 30 juin 2016.

10.3.5 Risques de taux

Au 31 décembre 2015, tous les emprunts contractés sont à taux fixe. Le Groupe n'est donc pas exposé au risque de variation des taux d'intérêts.

10.3.6 Risques de variation de cours et impact de conversion sur les indicateurs de performance

Le Groupe a réalisé 59 % de son chiffre d'affaires consolidé 2015 en dollars, par l'intermédiaire de sa filiale MEDICREA USA. Cette proportion devrait continuer à progresser au cours des prochains exercices, avec un chiffre d'affaires libellé en dollars qui pourrait potentiellement représenter près des deux tiers des ventes consolidées du Groupe.

Les filiales américaine et anglaise sont facturées dans leur devise fonctionnelle et des couvertures de change ont été mises en place pour couvrir le risque de fluctuation des devises correspondantes (dollars principalement).

Intrinsèquement, les fluctuations du dollar par rapport à l'euro, à la hausse comme à la baisse, sont donc susceptibles de modifier sensiblement les indicateurs de performance du Groupe, notamment en matière de progression de chiffre d'affaires.

Le dollar s'est apprécié d'environ 16 % depuis le 31 décembre 2014 faisant progresser le chiffre d'affaires de 2,8 millions d'euros et le résultat opérationnel avant paiement en actions de 0,6 million d'euros. L'analyse de ces variations est décrite en note 13.

Une appréciation de 15 % du dollar par rapport à l'euro, appliquée aux données de l'exercice 2015, se traduirait mécaniquement par une hausse du chiffre d'affaires du Groupe de 2,5 millions d'euros et une augmentation d'environ 0,5 million d'euros de son bénéfice opérationnel compte tenu des résultats dégagés par la filiale américaine sur l'exercice 2015 dont la totalité des achats et frais de structure sont engagés en dollars.

A l'inverse, une dépréciation de 15 % du dollar par rapport à l'euro, appliquée aux données de l'exercice 2015 se traduirait par une baisse du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel du Groupe dans les mêmes proportions que celles indiquées ci-dessus.

10.4 Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

Le coût de l'endettement financier net comprend le coût de l'endettement financier brut (intérêts sur emprunts, intérêts sur contrats de location financement et de location financière, commissions et agios bancaires) diminué des produits de placements de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Ces éléments s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Intérêts sur emprunts	223 759	106 140	82 208
Intérêts sur location financement	44 436	23 510	21 663
Intérêts sur obligations	40 270	38 150	38 150
Garantie BPI sur emprunts	16 658	15 206	15 450
Intérêts sur découverts	3 765	1 016	2 889
Intérêts sur factoring	844	3 337	3 360
Autres (produits) / charges financiers	(994)	823	7 493
Coût de l'endettement financier net	328 738	188 182	171 213
Gains / (pertes) de change	99 153	(230 300)	19 624
Plus-value latente sur VMP	255	724	533
Autres produits / (charges) financiers	99 408	(229 576)	20 157

NOTE 11 : DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES PASSIFS COURANTS

Les dettes fournisseurs et les autres passifs courants évoluent comme suit :

En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Dettes fournisseurs	4 055 971	4 180 347	2 276 246
Dettes sociales	1 740 673	1 567 927	1 139 663
Dettes fiscales	250 978	310 969	378 498
Autres passifs courants	116 476	109 604	70 565
Autres passifs courants	2 108 127	1 988 500	1 588 726
Total dettes d'exploitation	6 164 098	6 168 847	3 864 972

Au 31 décembre 2015, l'échéance de l'ensemble des dettes d'exploitation est à moins d'un an.

NOTE 12 : IMPOTS SUR LES RESULTATS

Depuis le 1er janvier 2003, les sociétés MEDICREA INTERNATIONAL et MEDICREA TECHNOLOGIES sont intégrées au sein du même groupe fiscal, la société MEDICREA INTERNATIONAL en qualité de maison mère, étant seule redevable de l'impôt sur les sociétés à raison du résultat d'ensemble réalisé par le Groupe. La société MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE, détenue désormais à 100% est intégrée à compter du 1er janvier 2015. Les économies découlant de l'application de la convention d'intégration sont conservées par la société mère.

La charge d'impôts sur les bénéfices correspond à l'impôt exigible corrigé des impôts différés. Ceux-ci résultent de retraitements apportés aux comptes sociaux, ainsi que de certains décalages d'imposition dans le temps qui existent entre le résultat comptable et le résultat fiscal, conformément à l'IAS 12.

Les impôts différés sont calculés selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles résultant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs, ainsi que pour les pertes fiscales reportables. Les actifs et passifs d'impôts différés sont calculés en tenant compte des taux d'impôts votés ou quasi adoptés qui seront applicables lors du reversement des différences temporelles. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération est probable du fait d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés en actifs et passifs non courants.

Les crédits d'impôt et rappels de crédits d'impôt ont été comptabilisés en résultat opérationnel, conformément à la norme IAS 20.

Le crédit impôt recherche a été constaté en diminution des frais de recherche et développement pour 976 587 euros en 2015 (536 622 euros en 2014).

12.1 Analyse du taux d'imposition

Au 31 décembre 2015, la charge d'impôt du Groupe s'analyse comme suit :

En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Résultat net consolidé	(1 515 306)	(1 049 889)	393 252
Impôts sur les résultats	307 852	(349 713)	(894 627)
Résultat avant impôts	(1 823 158)	(700 176)	1 287 879
Paiement en actions	(45 218)	(79 422)	(92 304)
Résultat imposable	(1 777 940)	(620 754)	1 380 183
Ajustement crédit impôt recherche et compétitivité emploi	(1 106 501)	(637 283)	(525 092)
Ajustement impôts d'Etat Fédéral (Etats-Unis)	3 051	(193 638)	(101 332)
Résultat imposable hors ajustements	(2 881 390)	(1 451 675)	753 759
Profit / (charge) d'impôt théorique @ 33,33 %	960 367	483 843	(251 228)
Ecart de taux sociétés étrangères	(10 968)	(18 971)	789
Impôts sur différences permanentes	501 721	(129 098)	(77 608)
Déficits reportables non activés	(779 592)	(452 035)	(543 722)
Utilisation de déficits reportables non activés	-	390 178	-
Déficits antérieurs activés et passés en pertes	(252 643)	-	-
Correction de déficits antérieurs	-	112 975	19 621
Correction de taux d'imposition	-	(8 593)	-
Plafonnement des impôts différés actifs	(88 428)	(594 601)	40 205
Ajustement impôts d'Etat Fédéral (Etats-Unis)	3 051	(193 638)	(101 332)
Autres	(25 656)	60 227	18 648
Profit / (charge) d'impôt comptabilisé	307 852	(349 713)	(894 627)

12.2 Analyse des impôts différés

Les impôts différés actifs et passifs s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Déficits fiscaux reportables	733 399	400 212	493 633
Différences temporaires fiscales	44 108	-	-
Retraitements de consolidation	244 164	202 385	(260 301)
Total impôts différés actifs	1 021 671	602 597	233 332
Différences temporaires fiscales	44 151	94 463	72 869
Retraitements de consolidation	279 947	620 908	145 504
Total impôts différés passifs	324 098	715 371	218 373

Le Groupe comptabilise des impôts différés actifs sur les pertes fiscales reportables dans la mesure où celles-ci sont intégralement récupérables dans un horizon de 5 ans au plus.

Les tests de récupération des déficits reportables effectués filiale par filiale conduisent ainsi à ne pas activer les déficits fiscaux générés par les sociétés françaises et ne plus activer ceux de la filiale anglaise. Par ailleurs, pour les sociétés françaises, les impôts différés actifs liés aux retraitements de consolidation sont limités aux impôts différés passifs.

Le montant des impôts différés non reconnus à l'actif du bilan s'élèvent à 8,4 millions d'euros au 31 décembre 2015 dont 6,3 millions de pertes reportables non constatées et 2,1 millions liés à des retraitements de consolidation.

Les déficits fiscaux dont peut disposer le Groupe sont les suivants :

En Euros	31.12.2015	dont activés	impôts différés correspondants
Intégration fiscale MEDICREA INTERNATIONAL	17 787 762	-	-
MEDICREA UK	1 557 261	-	-
MEDICREA USA	2 118 502	2 118 502	741 476
MEDICREA GMBH	205 465	-	-
MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE (avant intégration fiscale)	10 809	-	-
Total des déficits fiscaux disponibles	21 679 799	2 118 502	741 476

Les mouvements intervenus sur les impôts différés actifs sur déficits fiscaux reportables s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2015
Déficits fiscaux reportables au 1^{er} janvier 2015	400 212
Pertes reportables activés – MEDICREA USA	478 700
Déficits antérieurs activés et passés en pertes – MEDICREA UK	(252 643)
Variation des taux de change	107 130
Déficits fiscaux reportables au 31 décembre 2015	733 399

Les variations des impôts différés résultent principalement des retraitements de consolidation et des mécanismes de plafonnement des impôts différés actifs et passifs.

12.3 Contrôle fiscal

La société MEDICREA TECHNOLOGIES a fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2012 et 2013, par suite étendue aux exercices 2006 à 2011. Dans sa proposition de rectification reçue courant 2014, l'administration fiscale considère que les redevances comptabilisées en charge et versées à des chirurgiens en rémunération de l'acquisition par la société des droits d'inventeur après signature d'un contrat de cession de droits, ne revêtent pas le caractère de charges d'exploitation au sens de l'article 39-1 du CGI et de la jurisprudence du Conseil d'Etat, et qu'ainsi les droits d'inventeurs acquis doivent être comptabilisés comme des actifs incorporels amortis sur la durée de versement des redevances. En substance, cette rectification qui identifie un total de redevances de 1 315 718 euros sur les exercices 2006 à 2013, non admises en déduction du résultat fiscal n'a pas d'impact sur la situation financière de la société et du Groupe au 31 décembre 2015, puisque des dotations aux amortissements des actifs incorporels d'un montant équivalent seraient comptabilisées en lieu et place des redevances d'exploitation.

La société MEDICREA TECHNOLOGIES a pris acte de ce redressement et comptabilisé une charge d'impôt de 0,2 million d'euros majorée de pénalités de retard d'un montant non significatif. Les

mécanismes de l'intégration ont neutralisé chez MEDICREA INTERNATIONAL cette charge par un produit d'impôt du même montant.

NOTE 13 : INCIDENCES DES VARIATIONS DE CHANGE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LE RESULTAT OPERATIONNEL DU GROUPE

Les taux moyen de change ont évolué comme suit :

Taux moyen de conversion	2015	2014
USD / EUR	1,11500	1,33483
GBP / EUR	0,72794	0,80767

L'incidence des variations de change sur la comparabilité des états financiers des exercices 2014 et 2015 est la suivante :

En Euros	31.12.2015 au taux 2015	31.12.2015 au taux 2014	Impact de change
Chiffre d'affaires	27 757 300	24 983 705	2 773 595
Résultat opérationnel après paiement en actions	(1 593 827)	(2 195 427)	601 600

NOTE 14 : CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION

14.1 Capitaux propres

14.1.1 Capital

Suite aux opérations réalisées sur le capital au cours de l'exercice, le capital social est composé au 31 décembre 2015 de 8 987 688 actions d'une valeur nominale de 0,16 euros chacune, pour un montant total de 1 438 030,08 euros. Le nombre d'actions autorisées et en circulation a évolué comme suit :

En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Nombre d'actions autorisées	8 987 588	8 481 305	8 467 505
Nombre d'actions de préférence	100	100	-
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	8 987 688	8 481 305	8 467 505
Valeur nominale en euros	0,16	0,16	0,16
Nombre d'actions en circulation en fin de période	8 987 588	8 481 405	8 467 505
Nombre d'actions à droit de vote double	2 641 990	2 744 677	2 473 956
Nombre d'actions détenues en autocontrôle	-	-	-
Nombre d'actions détenues en auto-détention	3 046	2 722	-

Les opérations intervenues sur le capital de la société MEDICREA INTERNATIONAL sur la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 se résument comme suit :

- Au 1er janvier 2015, le capital social était composé de 8 481 305 actions pour un montant de 1 357 008,80 euros.

- Le 2 avril 2015, le conseil d'administration a constaté l'augmentation de capital liée à l'exercice de 20 845 Stock Options, et à l'émission de 100 actions de préférence P (visées au point 14.1.2 ci-dessous).
- Le 29 juin 2015, le conseil d'administration a constaté l'émission de 485 438 actions nouvelles dans le cadre d'une augmentation de capital réservée à des investisseurs qualifiés.
- Au 31 décembre 2015, le capital social est ainsi composé de 8 987 588 actions ordinaires et de 100 actions de préférence P.

14.1.2 Actions de préférence

L'Assemblée Générale du 17 décembre 2014 a décidé de créer 100 actions de préférence au profit de la société MMCO, Société par Actions Simplifiée au capital de 1 000 euros, dont le siège social est situé au 14 Porte du Grand Lyon, 01700 NEYRON.

Ces actions de préférence seront convertibles en actions ordinaires de MEDICREA INTERNATIONAL, déterminées par référence au cours moyen pondéré des volumes de l'action MEDICREA INTERNATIONAL entre le 17 septembre 2018 et le 17 décembre 2018. Le nombre maximum d'actions ordinaires de la Société pouvant résulter de la conversion de l'ensemble des actions de préférence est de 210 000, soit 2,3 % du capital de la Société à la date du 31 décembre 2015. Ces actions de préférence ne disposent pas du droit de vote et ne bénéficient d'aucun droit de participation aux dividendes. Elles ne sont pas inscrites à la côte d'Alternext.

14.1.3 Actions auto-détenues

Les actions MEDICREA détenues par le Groupe sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, en déduction des capitaux propres consolidés, quel que soit l'objet de leur détention.

En cas de cession, le prix de revient des actions cédées est établi selon la méthode premier entré-premier sorti (FIFO) à l'exception des actions détenues dans le cadre de plans d'options pour lesquels le calcul est effectué par plan, selon la méthode du prix moyen pondéré.

Les résultats de cession sont inscrits directement en capitaux propres, pour leur montant net d'impôt.

14.1.4 Variation des capitaux propres

La variation des capitaux propres sur les deux derniers exercices est détaillée en note 3.5 des états financiers au 31 décembre 2015. Les écarts de conversion liés à la consolidation en euros des comptes des filiales étrangères sont présentés dans la colonne réserves, leurs montants n'ayant pas d'impact matériel sur les états financiers au 31 décembre 2015.

14.1.5 Emission, rachat et remboursement de titres d'emprunt et de capitaux propres

Les mouvements intervenus au cours de l'exercice 2015 concernent :

- l'émission en avril 2015 d'un emprunt obligataire de 2 millions d'euros remboursable sur une durée de 5 ans au taux de 6 %, et assorti d'une prime éventuelle de non conversion de 1 %, capital, intérêts et primes étant remboursé mensuellement.
- l'émission de 485 438 actions nouvelles en juin 2015 dans le cadre d'une augmentation de capital de 3,5 millions dans le cadre d'une offre visée au paragraphe II de l'article L. 411-2 du Code Monétaire et Financier.

14.1.6 Dividendes payés au cours de l'exercice

Néant.

14.2 Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, le résultat par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice, sous déduction du nombre moyen d'actions auto-détenues.

Le résultat par action après dilution est établi sur la base du résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen d'actions composant le capital social ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires et tenant compte des variations potentielles du nombre d'actions. Il intègre :

- les futures levées des options de souscription d'actions ;
- les attributions gratuites d'actions ;
- le nombre d'actions auto-détenues à la date d'arrêt de l'exercice ;
- tout autre instrument donnant droit à un accès différé au capital de la société.

Le résultat par action de base et dilué évolue comme suit :

En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Résultat net part du Groupe	(1 515 306)	(1 022 923)	470 675
<i>Nombre moyen d'actions en circulation sur l'exercice</i>	<i>8 740 179</i>	<i>8 475 542</i>	<i>8 452 505</i>
<i>Nombre moyen d'actions auto-détenues sur l'exercice</i>	<i>(2 806)</i>	<i>(778)</i>	-
Nombre moyen d'actions pris en compte avant dilution	8 737 373	8 474 764	8 452 505
Résultat par action	(0,17)	(0,12)	0,06

En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Résultat net part du Groupe	(1 515 306)	(1 022 923)	470 675
<i>Nombre moyen d'actions pris en compte avant dilution</i>	<i>8 737 373</i>	<i>8 474 764</i>	<i>8 452 505</i>
<i>Effet de dilution des plans d'options</i>	<i>258 489</i>	<i>248 718</i>	<i>396 871</i>
Nombre moyen d'actions pris en compte après dilution	8 995 862	8 723 482	8 849 376
Résultat par action après dilution	(0,17)	(0,12)	0,06

Au 31 décembre 2015, les actions de préférence n'ont pas été prises en considération dans la détermination de l'effet de dilution, les critères de conversion n'étaient pas satisfaits. En cas de conversion des actions de préférence, le nombre maximum d'actions ordinaires susceptibles d'être créées est de 210 000 actions.

NOTE 15 : AUTRES INFORMATIONS

15.1 Engagements hors bilan

15.1.1 Engagements donnés dans le cadre de crédit moyen terme

En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Nantissements de fonds de commerce (1)	7 564 456	7 572 500	4 025 000
Gages sur instruments financiers (2)	153 550	153 550	153 550
Garanties solidaires (3)	500 000	300 000	700 000
Gages espèces (4)	62 500	37 500	22 500

(1) Nantissements sur fonds de commerce en garantie d'emprunts bancaires (principal + intérêts)

(2) Sicav monétaires garantissant une caution bancaire pour paiement de loyers

(3) Garanties sur crédits de trésorerie

(4) Retenues de garantie conservées par BPI comme gage espèces lors de la mise en place de prêts pour un total de 1 250 000 euros

15.1.2 Engagements reçus dans le cadre de la mise en place de découverts autorisés et de crédit court terme

En Euros	31.12.2015	31.12.2014	31.12.2013
Cessions de créances commerciales - Dailly	500 000	400 000	300 000
Avals et cautions divers	307 239	307 239	-
Contre garanties BPI (1)	2 371 978	1 492 156	1 423 865

(1) contre-garanties accordées par BPI à MEDICREA INTERNATIONAL en faveur de ses partenaires bancaires lors de la mise en place de certains financements moyens terme

Le montant total des découverts autorisés mais non confirmés au 31 décembre 2015 s'élève à 245 000 euros.

15.1.3 Engagements reçus dans le cadre de la mise en place de couverture de change

Au cours de l'exercice 2015, les opérations de ventes à terme de dollars mises en place fin 2014 sur la période septembre 2014 – mars 2015 ont été débouclées pour 450 000 dollars et celles mises en place fin 2015 sur la période octobre 2015 – juin 2016 ont été débouclées pour 400 000 dollars.

15.1.4 Autres engagements

Au cours de l'exercice 2013, le Groupe a lancé en coopération avec une société informatique américaine, le développement et l'exploitation conjoints d'un logiciel spécifique permettant de concevoir des implants sur mesure pour la colonne vertébrale, destinés à être ensuite fabriqués et commercialisés de manière exclusive par MEDICREA et ses filiales pour une durée initiale de 4 ans jusqu'au 31 décembre 2017. Les conditions contractuelles prévoient le paiement par MEDICREA d'une redevance sur le chiffre d'affaires des produits commandés au travers du logiciel. Les parties ont convenu du paiement annuel par MEDICREA d'un montant d'avances sur redevances de 400 000 dollars pendant toute la durée du contrat. Ainsi, les redevances dues par MEDICREA au titre du contrat viendront s'imputer sans limitation de durée sur les avances sur redevances déjà perçues par le partenaire américain.

En application des normes IFRS, les avances sur redevances versées par MEDICREA constituent un actif étalé en résultat au rythme des prestations réalisées et des redevances versées. Les montants déjà versés qui s'élèvent à 800 000 dollars (734 824 euros au cours de clôture) ont été enregistrés en autres créances au 31 décembre 2015. Les commissions dues au titre de ce contrat, et qui s'élèvent à 34 616 euros à cette même date, ont fait l'objet d'une provision qui viendra s'imputer sur les avances déjà versées.

15.2 Intérêts des dirigeants et mandataires sociaux dans le capital de la société

Les intérêts des dirigeants et mandataires sociaux dans le capital de MEDICREA INTERNATIONAL ont évolué comme suit :

	31.12.2015			31.12.2014		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
ORCHARD INTERNATIONAL (1)	1 727 490	19,22	29,71	1 727 490	20,33	30,11
Jean Philippe CAFFIERO	246 089	2,74	4,10	246 089	2,90	4,24
Denys SOURNAC (2)	270 547	3,01	2,33	202 054	2,38	3,47
Autres Administrateurs						
François Régis ORY (2)	108 652	1,21	0,93	108 652	1,28	0,97
Patrick BERTRAND (2)	93 392	1,04	0,93	93 392	1,10	0,96
Pierre BUREL (2)	91 707	1,02	1,44	91 707	1,08	1,48
Christophe BONNET	52 128	0,58	0,88	52 128	0,61	0,91
Jean Joseph MORENO	22 900	0,25	0,33	22 900	0,27	0,34
Marc RECTON	18 752	0,21	0,27	18 752	0,22	0,28
Total	2 631 657	29,28 %	40,92 %	2 563 164	30,17 %	42,76 %

(1) : Actions détenues par la holding ORCHARD INTERNATIONAL. Au 31 décembre 2015 le capital social d'ORCHARD INTERNATIONAL se répartit comme suit:

- Société civile DENYS SOURNAC COMPANY	57,15 %
- Société civile PLG INVEST (Jean Philippe CAFFIERO)	37,67 %
- AMELIANE SAS	5,01 %
- Christelle LYONNET	0,14 %
- Denys SOURNAC	0,03 %

(2) : Cumul des actions détenues directement en propre et via une holding

15.3 Informations relatives aux parties liées

Comme mentionné au point 5.7 précédent, la société ORCHARD INTERNATIONAL facture différentes prestations à la société MEDICREA INTERNATIONAL dont les montants ont évolué comme suit au cours des trois derniers exercices :

En Euros	Montant HT facturé 2015	Montant HT facturé 2014	Montant HT facturé 2013
Prestations management	300 000	292 000	432 000
Refacturation personnel	151 500	151 500	151 498
Refacturation directeur délégué	64 000	151 458	191 314
Refacturation frais directeur délégué	-	6 681	32 685
Quote part sur frais	11 003	11 000	11 000
Loyer et charges locatives	20 436	20 464	43 223
Total	546 939	633 103	861 720

15.4 Honoraires des commissaires aux comptes

En Euros	EY				Odicéo				Cabinet Henri Roche			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Audit												
Emetteur	41 100	44 000			22 200	22 100			-	-		
Filiales intégrées (1)	21 500	18 000			11 400	11 000			7 400	7 350		
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	62 600	62 000	91%	95%	33 600	33 100	91%	100%	7 400	7 350	100%	100%
Emetteur	6 300	3 000			3 200	-			-	-		
Filiales intégrées (1)	-	-			-	-			-	-		
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes	6 300	3 000	9%	5%	3 200	-	9%	0%	-	-	0%	0%
Sous-total Audit	68 900	65 000	100%	100%	36 800	33 100	100%	100%	7 400	7 350	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées												
Juridique, fiscal et social	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total Autres prestations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	68 900	65 000	100%	100%	36 800	33 100	100%	100%	7 400	7 350	100%	100%

(1) MEDICREA TECHNOLOGIES, MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE et MEDICREA USA.

15.5 Evènements postérieurs à la clôture

Néant.